

Objektyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio**

Band (Jahr): **88 (1970)**

Heft 234

PDF erstellt am: **01.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce

Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, Mittwoch 7. Oktober 1970
Berne, mercredi 7 octobre 1970

2263

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen
Paraît tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés

88. Jahrgang
88^e année

N° 234

Redaktion und Administration: Effingerstr. 3, 3000 Bern. ☎ (031) 61 2000 (Eidg. Amt für das Handelsregister ☎ (031) 61 26 40) – Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Preise: Schweiz: Kalenderjahr Fr. 30.50, halbjährlich Fr. 18.50. Ausland: jährlich Fr. 40.–, Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto) – Annoncenregie: Publicitas AG – Insertionsstarif: 28 Rp. (Ausland 33 Rp.) die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum.

Rédaction et administration: Effingerstr. 3, 3000 Berne. ☎ (031) 61 2000 (Office féd. du registre du commerce ☎ (031) 61 26 40) – En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. Prix: Suisse: année civ. 30 fr. 50; un semestre 18 fr. 50; étranger 40 fr. par an. Prix du numéro 25 ct. (port en sus) – Régie des annonces: Publicitas S.A. – Tarif d'insertion: 28 ct. (étranger 33 ct.) la ligne de colonne d'un millimètre ou son espace.

N° 234 Inhalt - Sommaire - Sommario

Antlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. – Faillites et concordats. – Fallimenti e concordati.

Handelsregister. – Registre du commerce. – Registro di commercio.

Aenderung eines Anlage-Fondsreglements (Anfos).

Abänderung eines Fondsreglements (Intermobifonds).

Geschäftseröffnungsverbot.

Tribunal de première instance, Genève (First National City Fund).

Eisenbergwerk Gonzen AG, Sargans.

Oranis AG, Zürich.

Antania SA, en liquidation, Genève.

Flendrex SA, en liquidation, Genève.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Loi fédérale sur la garantie contre les risques de l'investissement.

Ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur la garantie contre les risques de l'investissement.

BRB betreffend Aenderung des Bundesratsbeschlusses über die Erhebung von Preiszuschlägen auf Futtermitteln. – ACF modifiant celui qui concerne la perception de suppléments de prix sur les denrées fourragères.

Ghana: Zollvorschriften. – Ghana: Prescriptions douanières.

Antlicher Teil Partie officielle Parte ufficiale

Konkurse - Faillites - Fallimenti

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232; O.T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite a été, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auraient pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le droit civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Berne – Office des faillites, 2900 Porrentruy (2007)

Failli: Joliet Marcel, 1929, exploitation du restaurant des Bons Amis, d'une station d'essence et d'un magasin, originaire de Courtételle, domicilié à Beurnevésin.

Propriétaire des immeubles suivants Ban de Beurnevésin:

Feuil.	Lieu-dit et nature	Cont. A. C.	Valeur offi- cielle Fr.
22	Au Village, habitation, auberge, magasin d'épicerie assurés sous N° 42 pour Fr. 54 100.— buanderie, remise assurés sous N° 42 A pour Fr. 5900.— v. v. Fr. 4500.—		
	Bücher assurés sous N° 42 C pour Fr. 200.— v. v. Fr. 100.— remise, garage non assuré, aisanse, jardin	6.34	122 300.—
47	Au Village, aisanse	65	190.—
		6.99	122 490.—

Date de l'ouverture de la faillite: 28 septembre 1970.

Première assemblée des créanciers: 19 octobre 1970.

Délai pour les productions: 7 novembre 1970; pour l'indication des servitudes: 7 novembre 1970.

Vente des marchandises: Pour éviter la dépréciation des marchandises, l'office procédera avant la 2^e assemblée des créanciers à la vente aux enchères publiques et au détail du stock de marchandises se trouvant dans le magasin du failli à Beurnevésin: le vendredi 30 octobre 1970 des 9 h. et des 14 h. et le samedi 31 octobre 1970 de 9 h. à midi.

Faute d'opposition de la majorité des créanciers dans le délai de dix jours de la présente publication, la vente aura lieu comme prévue ci-dessus.

2900 Porrentruy, le 1^{er} octobre 1970

Le Préposé aux faillites:
R. Domont

Ct. de Vaud – Office des faillites, 1000 Lausanne (2020)

Failli: Buehs Joseph, entreprise de maçonnerie, Chemin de la Roche 20, Renens.

Date du prononcé: 1^{er} octobre 1970.

Faillite sommaire, art. 231 L.P.

Délai pour les productions: 27 octobre 1970.

Ct. de Vaud – Office des faillites, 1800 Vevey (2003)

Faillite: société en nom collectif Ménétré Georges et Suzanne, atelier de carrosserie-tôlerie, rue de Fribourg 26, à Vevey.

Date de l'ouverture: 9 septembre 1970.

Liquidation sommaire, art. 231 L.P.

Délai pour les productions: jusqu'au 27 octobre 1970.

Ct. de Genève – Office des faillites, 1200 Genève (2015)

Faillite: Ascensa SA., achat, vente, montage et entretien d'ascenseurs, monte-charges, escaliers roulants et autres appareils de levage. La société assurera la représentation exclusive pour la Suisse romande, de la production de la société «Fiam, Fabrica Italiana Ascensor Montecarichi», ayant son siège 16, chemin de la Gravière à Chêne-Bourg.

Date de l'ouverture de la faillite: 14 septembre 1970.

Liquidation sommaire, art. 231 L.P. 5 octobre 1970.

Délai pour les productions: 27 octobre 1970.

Ct. de Genève – Office des faillites, 1200 Genève (2016)

Failli: Nicoud Jean, architecte, paysagiste, pépiniériste; création et entretien de tennis, parcs et jardins, 39, chemin du Bois-des-Arts, Chêne-Bourg, Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 31 août 1970.

Liquidation sommaire, art. 231 L.P.: 5 octobre 1970.

Délai pour les productions: 27 octobre 1970.

Suspension de la liquidation

(L.P. 230)

Ct. de Neuchâtel – Office des faillites, 2001 Neuchâtel (2004)

La liquidation de la faillite de ZIP S.A., Rue des Tunnels 2, à Neuchâtel, prononcée par jugement du président du Tribunal 1 de Neuchâtel en date du 11 septembre 1970, a été suspendue faute d'actif suffisant, selon ordonnance rendue le 29 septembre 1970.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 17 octobre 1970 la continuation de cette liquidation par voie sommaire en faisant une avance de frais de Fr. 2000.— (sous réserve d'une nouvelle avance en cas de frais imprévus), elle sera clôturée.

Ct. de Genève – Office des faillites, 1200 Genève (2017)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre Aubry Roland, domicilié 41, bd d'Ivoy, c/Madame Arlette Beney, Genève, par ordonnance rendue le 28 juillet 1970 par le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue le 5 octobre 1970 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 19 octobre 1970 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance des frais nécessaire en Fr. 1200.—, la faillite sera clôturée.

Kollokationsplan - Etat de collocation

(SchKG. 249-251)

(L.P. 249-251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwirkt in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Graduatoria

(L.E.F. 249-251)

La graduatoria originale o rettificata diventa definitiva se non è impugnata nel termine di dieci giorni con un'azione promossa davanti al giudice che ha pronunciato il fallimento.

Kt. Zürich – Konkursamt Aussersihl-Zürich, 8004 Zürich (2021)

Im Konkursverfahren betreffend die Land- und Hausbesitz AG, Denzlerstrasse 38, Zürich 4, liegen der Kollokationsplan, die Lastenverzeichnisse und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt zur Einsicht auf.

Ein Gläubiger, welcher den Kollokationsplan oder ein Lastenverzeichnis anfechten will, hat binnen 10 Tagen seit der Bekanntmachung der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 7. Oktober 1970 beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich Klage im Doppel anzuhängen.

Kt. Solothurn – Konkursamt Dorneck, 4143 Dornach (2018)

Auflegung des Kollokationsplanes und des Inventars

Im Konkurs (summarisches Verfahren) über Burkhard Louis, 1915, des Louis, von Basel und Sumiswald, Fabrikant, in Metzerlen, auf der Aegeren, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim obengenannten Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert zehn Tagen, von der Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt an gerechnet, gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet wird.

Innert der gleichen Frist sind allfällige Beschwerden auf Anfechtung des Inventars bei der kantonalen Aufsichtsbehörde (Obergericht) einzureichen.

Ct. Tieno – Ufficio dei fallimenti, 6900 Lugano (2009)

Si rende noto che a datare dal 7 ottobre 1970 è depositata presso lo scrivente ufficio, dove i creditori potranno prenderne visione, la graduatoria nel fallimento Ducommun Fernand, Edizioni Prono-Sport, Comano.

Le azioni di contestazione della graduatoria dovranno essere introdotte avanti l'Autorità giudiziale, entro dieci giorni dal deposito, altrimenti essa si considererà come riconosciuta.

Ct. Tieno – Ufficio dei fallimenti, 6900 Lugano (2005)

Si rende noto che a datare dal 7 ottobre 1970 è deposta presso lo scrivente ufficio, dove i creditori potranno prenderne visione, la graduatoria nel fallimento di Molinari Emilio, fu Carlo, autotrasporti, Melano.

Le azioni di contestazione della graduatoria dovranno essere introdotte avanti l'Autorità giudiziale, entro dieci giorni dal deposito, altrimenti essa si considererà come riconosciuta.

Ct. de Neuchâtel – Office des faillites, 2001 Neuchâtel (2006)

Failli: Lienhard Theo «Laiterie du Chalet», Rue du Seyon 4, Neuchâtel.

L'état de collocation des créanciers est déposé à l'office précité où il peut être consulté. Les actions en contestation doivent être introduites dans les dix jours dès le 7 octobre 1970, sinon ledit état sera considéré comme accepté.

Ct. de Genève – Office des faillites, 1200 Genève (2019)

L'état de collocation des faillites indiquées ci-dessous peut être consulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication, sinon, chaque état de collocation sera considéré comme accepté.

L'inventaire, contenant l'état des revendications et la liste des objets déclarés de stricte nécessité, est également déposé à l'office. Les recours et demandes de cession doivent être déposés dans le même délai de dix jours.

Faillis:
Soearsa SA, fabrication de charcuterie en gros et détail, importation et vente en gros, demigros et détail de tous produits carnés et de tous produits laitiers, 2, rue Petitot à Genève.

Armet Antoine, Gravot, graveur, fabrication d'enseignes lumineuses et plaques d'entrées et de portes, 3, avenue Th.-Flournoy à Genève.

Schluss des Konkursverfahrens - Clôture de faillite

(SchKG. 268)

(L.P. 268)

Kt. Glarus – Konkursamt des Kantons Glarus, 8750 Glarus (2014)

Das Konkursverfahren über die Paulshof AG, Bühlhof, Schwanden, ist durch Verfügung des Konkursgerichtes des Kantons Glarus vom 10. September 1970 als geschlossen erklärt worden.

Vente aux enchères publiques après faillite

(L.P. 257-259)

Ct. du Valais – Office des faillites, 1920 Martigny (2022)

Unique vente aux enchères des immeubles au plus offrant

Dans la faillite de Morand Albert, de Maurice, représentant, à Martigny, il sera procédé le lundi 9 novembre 1970, à 14 h. 30, à Riddes, café de Place, à la vente aux enchères des immeubles appartenant au failli.

N° par- celle	Fol. pl.	Nom local.	Nature.	Surface.	Taxes au m ² —,18	au N° Fr. 142.—
3592	44	Le Bertozz	pré	788		

Estimation officielle: Fr. 8.— le m².

Les conditions d'enchères sont déposées dès le 26 octobre 1970 à l'office des faillites soussigné, où vous pouvez en prendre connaissance.

N.B. Parcelle à bâtir dans la zone des Mayens-de-Riddes.

Office des faillites de Martigny:

A. Girard, préposé

Nachlassverträge - Concordats - Concordati

Nachlass-Stundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(SchKG. 295, 296, 300)

Den nachbenannten Schuldnern ist eine Nachlass-Stundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen innert der Eingabefrist beim Sachwalter einzugeben, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfall bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Moratoria del concordato e invito ai creditori d'insuare i loro crediti

(L.E.F. 295, 296, 300)

I debitori qui sotto nominati hanno ottenuto una moratoria.

I creditori sono invitati ad insuare i loro crediti presso il commissario nel termine stabilito per le insinuazioni, sotto la comminatoria che in caso di omissione non avranno diritto di voto nelle deliberazioni sul concordato.

Kt. Zürich – Konkurskreis Stäfa (2025)

Schuldnerin: Firma Braendle AG, Seestrasse 207, 8712 Stäfa, vertreten durch RA Dr. Walter H. Meier, Zentralstrasse 2a, 8610 Uster.

Datum der Stundungsbewilligung gemäss Beschluss des Bezirksgerichtes Meilen: 24. September 1970.

Dauer der Nachlass-Stundung: 4 Monate, d.h. bis und mit 24. Januar 1971.

Gerichtlich bestellter Sachwalter: RA Dr. C. Odermatt, Bahnhofplatz 9, 8001 Zürich.

Eingabefrist: Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Forderungen – Wert 24. September 1970 – beim Sachwalter binnen 20 Tagen seit der Publikation dieser Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt anzumelden. Vorzugs- und Pfandrechte sind gesondert aufzuführen und die entsprechenden Beweismittel beizulegen. Gläubiger, die innerhalb der oben erwähnten Frist ihre Forderungen nicht anmelden, sind bei der Verhandlung über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt.

Gläubigerversammlung: Montag, 21. Dezember 1970, 15.00 Uhr, Restaurant «Du Pont», 1. Stock, Bahnhofquai 7, 8001 Zürich.
Aktenaufgabe: ab 10. Dezember 1970 in der Kanzlei des Sachwalters, Bahnhofplatz 9, 8001 Zürich.

NB. Von der Nachlass-Schuldnerin wird ein Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung vorgeschlagen. Es wird darauf aufmerksam gemacht, dass in der Gläubigerversammlung die Liquidationsorgane bestellt werden.

Kt. Zug – Konkurskreis Zug (2023)

Schuldnerin: **Iten & Huonder AG**, Albisstrasse 5, Zug.
Datum der Stundungsbewilligung durch Beschluss des Kantonsgerichtes Zug: 23. September 1970.

Dauer der Stundung: 4 Monate, d. h. bis zum 23. Januar 1971.
Sachwalter: Martin Furrer, Bücherexperte, Alpenstrasse 4, 6300 Zug.
Eingabefrist: bis 10. November 1970

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderung, Wert 23. September 1970 zuzüglich Zins und Kosten, unter Angabe allfälliger Pfand- und Vorzugsrechte beim Sachwalter schriftlich anzumelden.

Gläubigerversammlung: Montag, den 4. Januar 1971, nachmittags 14.00 Uhr, im Restaurant Rathaus, Zug.
Aktenaufgabe: Während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung auf dem Büro des Sachwalters (Alpenstrasse 4, Zug).

Ct. Tiello – Circondario di Locarno (2008)

Debitore: **Minazzoli Willy**, impresa costruzioni, Gerra Verzasca/Agarone.

Data del decreto di moratoria della pretura di Locarno-Campagna: 1° ottobre 1970.

Durata della moratoria: quattro mesi.

Commissario del concordato: lic. oec. Milton Sartori, Palazzo Verbano, 6601 Murato.

Termine per l'insinuazione dei crediti: entro venti giorni dalla presente pubblicazione.

Adunanza dei creditori: venerdì 15 gennaio 1971, alle ore 14.30, presso la scrivente Pretura, aula N° 53.

Esame degli atti: a contare da lunedì 4 gennaio 1971, presso lo studio del signor lic. oec. Milton Sartori, Palazzo Verbano, Murato.

Ct. Tiello – Circondario di Lugano (2010)

Debitrice: **Laebusa-Alital Sagl**, Via Bottogno 8, 6962 Viganella.

Durata della pretura di Lugano-Ceresio: 30 settembre 1970.

Durata della moratoria: quattro mesi.

Commissario del concordato: Reg. Ivo Molteni, Via Frasca 8, 6900 Lugano.

Termine per la notifica dei crediti: entro venti giorni dalla data della presente pubblicazione.

Adunanza dei creditori: Giovedì 10 dicembre 1970, alle ore 14.30, presso la sala superiore del Caffè dei Commercialisti, Piazza Dante 1, 6900 Lugano.

Esame degli atti: dieci giorni prima dell'assemblea.

Verlängerung der Nachlass-Stundung

(SchKG, 295, Abs. 4)

Kt. Thurgau – Konkurskreis Kreuzlingen (2011)

Das Bezirksgericht Kreuzlingen hat mit Beschluss vom 16. September 1970 die des Citosan AG, Güttingen, gewährte Nachlass-Stundung um zwei Monate, d. h. bis mit 10. Dezember 1970 verlängert.

Die Gläubigerversammlung findet statt am Donnerstag, 12. November 1970, nachmittags 2 Uhr, im Restaurant Dufour, Bahnhofstrasse 19, St. Gallen.

Die Akten liegen ab 2. November 1970 beim Sachwalter zur Einsicht auf.

9001 St. Gallen, 2. Oktober 1970 Der Sachwalter:
A. Bleichenbacher, Bücherexperte,
Vadianstr. 24

Homologation du concordat par abandon d'actif

(L.P. 316 d)

Ct. du Valais – Juge-instructeur, Martigny (2024)

Le Juge-instructeur des districts de Martigny et St-Maurice rend notoire que par décision du 29 septembre 1970, il a homologué le concordat par abandon d'actifs présenté par la société anonyme Silosa SA, de siège social à Evionnaz.

M^r Francis Thurre, avocat à Martigny, est nommé liquidateur unique.

Sont confirmés comme membres de la commission des créanciers nommés par l'assemblée générale:

Messieurs René Dupuis, Henri Herminjard et André Monnet.

Délai de recours: 10 jours dès la publication.

1920 Martigny, le 6 octobre 1970 J.M. Gross

Verschiedenes - Divers - Varia

Ct. de Berne – Tribunal I, Bienne (2012)

Ajournement de la déclaration de faillite

Sur proposition de l'administration de la maison Selza Co. SA., Fabrique d'horlogerie, Rue du Faucon 28, Bienne, le président du Tribunal I de Bienne, en application de l'art. 725 al. 4 CO, a accordé en date du 30 septembre 1970 à la maison susmentionnée un ajournement de la déclaration de faillite pour une durée de six mois.

Est désigné en qualité de curateur: M. Hans Kocher, ancien directeur général, Erlengweg 34, 3294 Biren a.A., à qui les créanciers peuvent communiquer leurs créances ou revendications.

2500 Bienne, le 2 octobre 1970

Le président du Tribunal I de Bienne

comme juge en matière de faillite: Auroi

Ct. Tiello – Circondario di Lugano (2013)

Rinvio dell'adunanza dei ereditori

Debitrice: **Impermoetecina SA.**, Crocifisso di Savosa.

Il sottoscritto Commissario avverte i Sigg. creditori che l'adunanza prevista per il lunedì 12 ottobre è rinviata al lunedì 9 novembre 1970, alle ore 14.30, nella sala Udienze della Pretura di Lugano-Campagna.

6900 Lugano, 3 ottobre 1970

Il Commissario:

D^r Bixio Romero

Handelsregister - Registre du commerce Registro di commercio

Kantone / Cantons / Cantoni:

Zürich, Bern, Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, St. Gallen,
Graubünden, Ticino, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève.

Zürich – Zurich – Zurigo

28. September 1970.

H. Schindler & Co. A.G., Schirmfabrik, in Zürich 2 (SHAB Nr. 173 vom 27. 7. 1966, S. 2416). Statuten am 8. 9. 1970 geändert. Die eintragungspflichtigen Tatsachen haben dadurch keine Änderung erfahren. Heinrich Schindler, bisher einziges Mitglied des VR (Verwaltungsrat), ist nun Präsident desselben und führt weiterhin Einzelunterschrift. Neue Mitglieder des VR: Hans Flückiger, von Basel, in Solothurn, und Erich Wytenbach, beide mit Kollektivunterschrift zu zweien. Erich Wytenbach ist zugleich Direktor und führt als solcher Einzelunterschrift: seine Prokura erloschen. Neu hat Kollektivprokura zu zweien: Claude Schenkel, von Zürich, in Buchs ZH.

28. September 1970.

Zollinger-Trenhard AG., in Horgen (SHAB Nr. 180 vom 5. 8. 1969, S. 1810). Statuten am 21. 8. 1970 geändert. Durch Ausgabe von 50 neuen Namenaktien zu Fr. 1000 ist das Grundkapital von Fr. 50 000 auf Fr. 100 000 erhöht worden. Der Erhöhungsbetrag ist voll durch Verrechnung liberiert worden. Das Grundkapital zerfällt in 250 Namenaktien zu Fr. 100 und 75 Namenaktien zu Fr. 1000 und ist voll liberiert.

28. September 1970.

Glärnishehof A.-G., in Zürich 2 (SHAB Nr. 124 vom 1. 6. 1970, S. 1253). Erwerb, Erstellung, Aus- und Umbau, Verwaltung und Verkauf von Liegenschaften sowie Betrieb von Hotelanlagen usw. Karl Mühlebach aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift erloschen. Neues einziges Mitglied des VR mit Einzelunterschrift: Max Dietschi, bisher Präsident des VR, ist nun einziges Mitglied desselben und führt weiter Einzelunterschrift.

28. September 1970.

Debora Immobilien- und Verwaltungs- A.G., in Zürich 2 (SHAB Nr. 134 vom 11. 6. 1956, S. 1498). Karl Mühlebach aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift erloschen. Neues einziges Mitglied des VR mit Einzelunterschrift: Max Dietschi, von Lostorf, in Herrliberg.

28. September 1970.

Cargo AG. Internationale Transporte, in Zürich 4 (SHAB Nr. 29 vom 5. 2. 1969, S. 280). Der Prokurist Edmond Gillard wohnt nun in Affoltern am Albis.

28. September 1970.

P. & H. Friker, bisher in Thailwil, Kollektivgesellschaft (SHAB Nr. 63 vom 17. 3. 1970, S. 591). Handel mit sowie Import und Export von Waren verschiedener Art usw. Neuer Sitz: Rüschlikon. Adresse: Seestrasse 58.

28. September 1970.

Emil Koegelmeyer A.-G., in Zürich 4 (SHAB Nr. 23 vom 29. 1. 1970, S. 217). Handel an gros mit Mercerie-Bonnerie- und Kurzwaren usw. Hilda Sauter, Prokuristin, ist Bürgerin von Neukirch an der Thur.

28. September 1970.

Interverba AG., in Zürich 7 (SHAB Nr. 37 vom 15. 2. 1965, S. 490). Betrieb einer Agentur für die Durchführung von Aufträgen auf allen Gebieten des Marketing usw. Mit Beschluss der Generalversammlung vom 3. 7. 1970 hat sich diese Gesellschaft aufgelöst. Das Vermögen ist nach Angabe der Beteiligten liquidiert. Die Lösung der Firma kann noch nicht erfolgen, weil ihr die Eidgenössische Steuerverwaltung und die Wehrsterverwaltung des Kantons Zürich noch nicht zugestimmt haben.

28. September 1970.

H. Huber & Co. A.G., Zweigniederlassung, in Zürich 4 (SHAB Nr. 112 vom 17. 12. 1967, S. 1669). Handel mit Spezialitäten für Heizung und Lüftung usw., mit Hauptsitz in Basel. Prokura Walter Ferazzi-Lienhard erloschen.

28. September 1970.

Coop Wasemittel & Cosmetie AG., in Winterthur 2 (SHAB Nr. 252 vom 28. 10. 1969, S. 2475). Entwicklung und Herstellung von chemischen Produkten usw. Neuer Vizepräsident mit Kollektivunterschrift zu zweien: Dr. Kurt Kestenhof; seine Prokura erloschen. Neu hat Kollektivprokura zu zweien: Marcel Dubois, von Kilchberg, in Schaffhausen.

28. September 1970.

Richard Volker, Malergesellschaft, in Uster (SHAB Nr. 104 vom 5. 5. 1966, S. 1461). Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

28. September 1970.

Baugenossenschaft Heubach, in Horgen (SHAB Nr. 132 vom 10. 6. 1965, S. 1813). Arthur Wüst aus der Verwaltung ausgeschieden; seine Unterschrift erloschen. Neues Mitglied der Verwaltung: Anton Fedrizzi, von und in Horgen, Aktuar. Präsident oder Vizepräsident führen mit Quästor oder Aktuar Kollektivunterschrift zu zweien.

28. September 1970.

Tier-Krematorium, in Zürich 6, Genossenschaft (SHAB Nr. 8 vom 11. 1. 1968, S. 56). Margaretha Baur und Charlotte Hartmann-Kunz aus der Verwaltung ausgeschieden, erstere infolge Todes, ihre Unterschriften erloschen. Neue Mitglieder der Verwaltung mit Kollektivunterschrift zu zweien: Hedwig Zwicky, von Zürich, Bilten und Molis, in Zürich, Aktuarin, und Ernst Derrer, von Zürich, in Nürensdorf.

Bern – Berne – Berna

Bureau Bern

28. September 1970.

Friedrich Schütz, in Ostermündigen, Gemeinde Bolligen, Handel mit Werkzeugen und Maschinen (SHAB Nr. 257 vom 2. 11. 1967, S. 3630). Neues Geschäftsdomizil: Kilchgrundstrasse 31.

28. September 1970.

Richard Kirscher, in Bern, Betrieb einer Möbelhandlung usw. (SHAB Nr. 93 vom 21. 4. 1944, S. 905). Der Inhaber ist jetzt in Bern heimatherechtigt. Neues Geschäftsdomizil: Viktoriastrasse 72.

28. September 1970.

Berger A.G., in Bern, Errichtung und Betrieb von Produktions- und Verkaufsgeschäften der Früchte-, Gemüse- und übrigen Lebensmittelbranche usw. (SHAB Nr. 2 vom 5. 1. 1965, S. 18). Emma Berger-Wirsum und Clara Berger-Tobler sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Der Verwaltungsrat besteht nun aus: Ernst Berger, Präsident (bisher); Victor Mayor, Vizepräsident (bisher Mitglied); Wilhelm Schärer, Sekretär (bisher); Liselotte Berger (neu); Hans Berger, nun in Worblaufen, Gemeinde

Bolligen (neu). Die Prokuren von Liselotte Berger und Hans Berger sind erloschen. Der Präsident und der Vizepräsident zeichnen kollektiv unter sich oder je mit einem der übrigen Berechtigten.

28. September 1970.

Liegenschaftsverwaltungs A.G. Lorraine-Bern, in Bern (SHAB Nr. 2 vom 5. 1. 1965, S. 18). Emma Berger-Wirsum und Clara Berger-Tobler sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. In den Verwaltungsrat sind neu gewählt worden: Hans Berger, von Langnau i. E., in Worblaufen, Gemeinde Bolligen, als Vizepräsident, und Liselotte Berger, von Langnau i. E., in Bern. Sie führen Kollektivunterschrift zu zweien.

28. September 1970.

Bananen-Aktiengesellschaft in Bern, in Bern, Import von und Handel mit Bananen usw. (SHAB Nr. 2 vom 5. 1. 1965, S. 18). Emma Berger-Wirsum und Clara Berger-Tobler sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. In den Verwaltungsrat sind neu gewählt worden: Liselotte Berger, von Langnau i. E., in Bern, als Vizepräsidentin, und Hans Berger, von Langnau i. E., in Worblaufen, Gemeinde Bolligen. Der Präsident und die Vizepräsidentin zeichnen kollektiv zu zweien unter sich oder je mit einem der übrigen Berechtigten.

28. September 1970.

Neue Baukontor Bern A.G. (Nouveau Comptoir de matériaux de construction Berne S.A.), in Bern (SHAB Nr. 202 vom 30. 8. 1967, S. 2893). Die Prokuristin Rosinet Zaugg heisst Margreth Rosinet Zaugg. Neues Geschäftsdomizil: Morgenstrasse 137.

Bureau Biel

28. September 1970.

Natural A.G., Zweigniederlassung in Biel, Speditionen- und Lagergeschäfte, Reisebüro usw. (SHAB Nr. 21 vom 27. 1. 1970, S. 202), mit Hauptsitz in Basel. Zu Direktoren wurden ernannt: Alphonse Aeb, von Rechthalten, in Binningen; Heinz Bell, von und in Basel; Jakob Zwingli, von Wattwil, in Basel, und Benjamin Höflin, von Basel, in Genf; und zu Vizepräsidenten: Eugen Gyax, von Basel und Seeburg, in Basel, und Fritz Kellerhals, von Basel, in Riehen. Alle zeichnen kollektiv zu zweien.

Bureau Burgdorf

28. September 1970.

Kappeler & Soltermann KASOL, in Burgdorf, mechanische Werkstatt und Fabrikation von Kleindrehteilen in Grosserien, Kollektivgesellschaft (SHAB Nr. 69 vom 24. 3. 1970, S. 655). Diese Gesellschaft hat sich infolge Ausscheidens des Gesellschafters Ulrich Soltermann aufgelöst. Die Firma ist erloschen. Das Geschäft wird vom Gesellschafter Rolf Kappeler, von Wattenwil, in Burgdorf, als Einzelkaufmann im Sinne von Art. 579 OR fortgesetzt. Die Firma lautet: **Rolf Kappeler KASOL**, Kirchbergstrasse 16.

Bureau de Delémont

25. septembre 1970.

Hôtel du Midi, Société anonyme, de Delémont (FOSC du 2. 3. 1948, N° 51, p. 623). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 14 mai 1959, la société a modifié ses statuts. Les modifications suivantes sont soumises à publication: La raison sociale est désormais: **Hôtel du Midi S.A.** La société a pour objet la possession et l'exploitation des immeubles feuilletés N° 611 et 612 du ban de Delémont, à destination hôtel-restaurant, magasin, et à l'enseigne: «Hôtel du Midi», immeubles qu'elle a achetés en 1933. Elle peut acheter ou revendre d'autres immeubles. Les actions sont nominatives. Les pouvoirs de René Broggi, président, sont modifiés en conséquence. L'administrateur Robert Ducommun est décédé. L'administrateur Pierre Steulet est nommé vice-président; Willy Wanner, de Soyhières, à Delémont, est nommé administrateur. La société est désormais engagée par la signature collective à deux des administrateurs.

Bureau Interlaken

28. September 1970.

Johannes Sommer & Co. AG., in Interlaken, Handel mit Laib- und Schachtelkäse sowie den Käseexport und -import (SHAB Nr. 270 vom 18. 11. 1969, S. 2655). Die Einzelprokura von Hans Hunsperger ist erloschen.

Bureau Laupen

25. September 1970.

Polygraphische Gesellschaft (Società Polygrafica) (Società Poligrafica) (The Polygraphic Company), in Laupen (SHAB Nr. 133 vom 11. 6. 1969, S. 1338). Otto Wirz, von und in Bern, ist nicht mehr Präsident, er bleibt im Verwaltungsrat und zeichnet weiterhin kollektiv zu zweien. Oscar Langhart, von Oberstammheim, in Bern, bisher Vizepräsident, ist nun Präsident. Ernst Blaser, von Langnau i. E., in Bern, bisher Verwaltungsrat, wurde zum Vizepräsidenten gewählt. Präsident und Vizepräsident und Otto Wirz zeichnen kollektiv zu zweien unter sich oder mit den übrigen Zeichnungsberechtigten. Die Prokura Erwin Oesch ist erloschen.

25. September 1970.

Schweizerische Evangelische Verlags-Gesellschaft AG, in Laupen (SHAB Nr. 133 vom 11. 6. 1969, S. 1338). Dr. Peter Sutermeister, Direktor, ist ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Die Prokura von Erwin Oesch ist ebenfalls erloschen. Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an Johann Martin Nadig, von Fiums SG, in Laupen.

Bureau de Montier

28. septembre 1970.

Verreries de Montier S.A., à Montier, société anonyme (FOSC du 15. 4. 1966, N° 87, p. 1201). Maurice de Montmolin, de Neuchâtel, à Palaiseau (France), a été nommé membre du conseil d'administration. Philippe Jund, de France, à Montier, a été nommé fondé de pouvoir. La procuration conférée à André Guenet est radiée. La société est engagée par la signature collective à deux de deux administrateurs, d'un administrateur avec un directeur ou un fondé de pouvoir, de deux directeurs, d'un directeur avec un fondé de pouvoir.

Bureau Saanen

28. September 1970.

Hotelierverein Gstaad, in Gstaad, Gemeinde Saanen (SHAB Nr. 99 vom 30. 4. 1963, S. 1233). Der Präsident Fred Greub ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu ist als Präsident in den Vorstand gewählt worden: Marcel Burri, von St. Stephan, in Gstaad, Gemeinde Saanen. Der Präsident und der Sekretär zeichnen kollektiv zu zweien.

Glarus – Glaris – Glarona

23. September 1970. Handels- und Finanzgeschäfte usw. **Urania Aktiengesellschaft**, in Glarus u. Mit Statuten vom 23. September 1970 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Tüfung von Handels- und Finanzgeschäften aller Art; Abschluss von Leasing-Verträgen; Uebernahme und Vergabe von Verträgen; technische und kommerzielle Verwertung von Patenten, Lizenzen und andern Rechten; Ausführung von Forschungs- und Entwicklungsarbeiten; Verwaltung von Vermögenswerten; Durchführung von Beratungen und Expertisen; Ausübung von Treuhandfunktionen und sonstigen Dienstleistungen. Die Gesellschaft kann Grundstücke erwerben, veräußern und vermitteln. Das voll einbe-

zahlte Aktienkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Publikationsorgan ist das SHAB. Die Mitteilungen erfolgen, sofern Namen und Adressen aller Aktionäre bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 7 Mitgliedern. Derzeit einziges Mitglied desselben mit Einzelunterschrift ist Werner Alois Kälin, von Einsiedeln SZ, in Hinterkappelen BE. Rechtsdomizil: Frau Christine Rudolf-Kälin, Hauptstrasse 59.

23. September 1970. Handels- und Finanzgeschäfte usw. Aekag AG, in Glarus. Mit Statuten vom 23. September 1970 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Tätigkeit von Handels- und Finanzgeschäften aller Art; Abschluss von Leasing-Verträgen; Uebernahme und Vergabe von Vertretungen; technische und kommerzielle Verwertung von Patenten, Lizenzen und andern Rechten; Ausführung von Forschungs- und Entwicklungsarbeiten; Verwaltung von Vermögenswerten; Durchführung von Beratungen und Expertisen; Ausübung von Treuhänderfunktionen und sonstigen Dienstleistungen. Die Gesellschaft kann Grundstücke erwerben, veräußern und vermitteln. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Gemäss Sacheinlagevertrag vom 23. September 1970 übernimmt die Gesellschaft von Alton Finanz und Verwaltungs Etablissement, in Vaduz FL, von Scherlana Etablissement, in Vaduz FL, und von Werner Alois Kälin, in Hinterkappelen BE, 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000 der Trimag Aktiengesellschaft, in Glarus, zum Preise von Fr. 50 000, wofür den Sacheinlegern 50 als voll liberriert geltende Aktien zu Fr. 1000 ausgehändigt werden. Publikationsorgan ist das SHAB. Die Mitteilungen erfolgen, sofern Namen und Adressen aller Aktionäre bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 7 Mitgliedern. Derzeit einziges Mitglied desselben mit Einzelunterschrift ist Werner Alois Kälin, von Einsiedeln SZ, in Hinterkappelen BE. Rechtsdomizil: Frau Christine Rudolf-Kälin, Hauptstrasse 59.

23. September 1970. Handels- und Finanzgeschäfte usw. Vestemal AG, in Glarus. Mit Statuten vom 23. September 1970 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Tätigkeit von Handels- und Finanzgeschäften aller Art; Abschluss von Leasing-Verträgen; Uebernahme und Vergabe von Vertretungen; technische und kommerzielle Verwertung von Patenten, Lizenzen und andern Rechten; Ausführung von Forschungs- und Entwicklungsarbeiten; Verwaltung von Vermögenswerten; Durchführung von Beratungen und Expertisen; Ausübung von Treuhänderfunktionen und sonstigen Dienstleistungen. Die Gesellschaft kann Grundstücke erwerben, veräußern und vermitteln. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Gemäss Sacheinlagevertrag vom 23. September 1970 übernimmt die Gesellschaft von Alton Finanz und Verwaltungs Etablissement, in Vaduz FL, von Scherlana Etablissement, in Vaduz FL, und von Werner Alois Kälin, in Hinterkappelen BE, 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000 der Finapal AG, in Glarus, zum Preise von Fr. 50 000, wofür den Sacheinlegern 50 als voll liberriert geltende Aktien zu Fr. 1000 ausgehändigt werden. Publikationsorgan ist das SHAB. Die Mitteilungen erfolgen, sofern Namen und Adressen aller Aktionäre bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 7 Mitgliedern. Derzeit einziges Mitglied desselben mit Einzelunterschrift ist Werner Alois Kälin, von Einsiedeln SZ, in Hinterkappelen BE. Rechtsdomizil: Frau Christine Rudolf-Kälin, Hauptstrasse 59.

28. September 1970. Schreinerei. Josef Landolt, Bau- und Möbelschreinerei, in Näfels. Bau- und Möbelschreinerei. Einzelfirma (SHAB Nr. 291 vom 12. 12. 1957, S. 3251). Diese Firma ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

28. September 1970. Schreinerei. Gebr. J. H. Landolt, in Näfels. Josef Landolt und Hans Landolt, beide von und in Näfels, sind unter dieser Firma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1970 ihren Anfang nahm. Bau- und Möbelschreinerei.

28. September 1970. Durchführung und Koordination von Untersuchungen.

Setudes S.A., bisher in Genf (SHAB Nr. 237 vom 9. 10. 1968, S. 2180). An der ausserordentlichen Generalversammlung vom 28. September 1970 wurde der Sitz der Gesellschaft nach Glarus verlegt. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Die ursprünglichen Statuten datieren vom 26. September 1968. Die Gesellschaft bezweckt: Vorbereitung, Durchführung und Koordination von Untersuchungen technischer und finanzieller Art. Die Gesellschaft kann alle finanziellen und kaufmännischen Geschäfte tätigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Zusammenhang stehen. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Publikationsorgan ist das SHAB. Die Mitteilungen erfolgen, sofern Namen und Adressen aller Aktionäre bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Es sind dies: Dr. Alfred Heer, von und in Glarus, als Präsident (neu), und Noël Marchal, von Colley-Bossy GE, in Genf (bisher); sie zeichnen einzeln. Geschäftsdomizil: Beim Präsidenten, Dr. jur. Alfred Heer, Rechtsanwalt, Burgstrasse 28.

28. September 1970. Neuartige Verfahren der Belüftungs- und Bautechnik.

Abrisaria AG, in Glarus. Entwicklung und Erforschung neuartiger Verfahren auf dem Gebiete der Belüftungs- und Bautechnik usw. (SHAB Nr. 301 vom 23. 12. 1966, S. 4079). Dr. Ernst Hauri, bisher einziges Mitglied, ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden, seine Unterschrift ist erloschen. Neu als einziges Mitglied wurde gewählt: Lilly Hauri, geb. Andeufuhr, von Hirschthal AG, in Glarus, sie zeichnet einzeln. Das Geschäftsdomizil befindet sich nun beim einzigen Verwaltungsrat, Lilly Hauri-Andeufuhr, Sandstrasse 48.

Zug – Zoug – Zugo

17. September 1970. Beteiligungen. Santora AG, in Zug. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 16. September 1970 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Zweck: Verwaltung von Wertschriften, von Kollektivgesellschaften aller Art sowie Finanzierung von Unternehmen aller Art. Erwerb, Nutzung und Veräußerung von Liegenschaften. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 100 Inhaberaktien zu Fr. 500. Mitteilungen und Einladungen an die Aktionäre erfolgen durch Veröffentlichung im Publikationsorgan der Gesellschaft, dem SHAB, oder, sofern deren Namen und Adressen bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 5 Mitgliedern. Ihm gehören an: Dr. René Weber, von Menziken, in Zürich, Präsident, und Jean A. Duruz, von Cronay VD, in Lausanne. Sie führen Einzelunterschrift. Domizil: Bahnhofstrasse 23 (c/o Mandataria).

18. September 1970. Finanzgeschäfte. Finatropa AG, in Zug. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 17. September 1970 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Zweck: Abwicklung von Finanzgeschäften aller Art im Namen und für Rechnung Dritter und für eigene Rechnung; Abwicklung von Handelsgeschäften für eigene und fremde Rechnung; Erwerb von Beteiligungen an anderen Gesellschaften ohne Beschränkung auf Sitz oder Geschäftsgegenstand; Erwerb, Nutzung und Verwertung von Rechten an Erfindungen, Patenten, Handelsmarken, Fabrikationsverfahren und Know-how und Uebertragung derselben mittels Lizenzen; Kauf, Verkauf und Verwaltung von Vermögenswerten und Liegenschaften für eigene und fremde Rechnung. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Mitteilungen und Einladungen an die Aktionäre erfolgen durch Veröffentlichung im Publikationsorgan, dem SHAB, oder, sofern deren Namen und Adressen bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Ihm gehören an: Jean A. Duruz, von

Cronay, in Lausanne, Präsident, und Dr. René Weber, von Menziken, in Zürich. Sie führen Einzelunterschrift. Domizil: Bahnhofstrasse 23 (c/o Mandataria).

Freiburg – Fribourg – Friburgo

Bureau de Fribourg

28. September 1970. IFG Société Anonyme d'Investissement et de Financement (IFG Investitions- & Finanzierungsgesellschaft), à Fribourg. S'agit d'une société anonyme et statutaire du 25 septembre 1970, il a été constitué sous cette raison sociale une société anonyme ayant pour but l'acquisition, la vente et la gestion de participations sous n'importe quelle forme juridique à des entreprises commerciales, financières ou industrielles européennes ou hors de l'Europe; le financement de telles entreprises, la participation, la négociation ou le financement de fusions d'entreprises et la mise à disposition temporaire d'une gestion financière pour de telles opérations, ainsi que toutes opérations qui sont de nature à développer son but. Le capital social entièrement libéré est de Fr. 50 000, divisé en 50 actions de Fr. 1000 chacune, au porteur. L'organe de publicité est la FOSC. Les communications et convocations sont faites par lettre recommandée pour autant que l'adresse des actionnaires soit connue. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres. Edgar H. Brunner, de Berne, à Gümligen/Muri, est administrateur unique avec signature individuelle. Locaux: Av. Beauregard 3, c/o Lucien Rouiller.

28. September 1970. Films. Love Productions S.A., à Fribourg, production, distribution, exploitation de films cinématographiques, etc. (FOSC du 12. 5. 1970, N° 108, p. 1086). Le capital de Fr. 50 000 est actuellement entièrement libéré.

28. September 1970. Constructions. H. Schmidt S.A. Fribourg, à Fribourg, entreprise de constructions, etc. (FOSC du 3. 4. 1964, N° 75, p. 1042). Le président du conseil d'administration Heinrich Schmidt est actuellement domicilié à Estavayer-le-Lac.

28. September 1970. Presschiffswerk, à Fribourg, société coopérative (FOSC du 11. 11. 1964, N° 263, p. 3400). Suivant procès-verbal de son assemblée générale du 16 mars 1970, la société a décidé sa dissolution. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

28. September 1970. Gravière S. à r.l. Fribourg, à Fribourg (FOSC du 10. 3. 1966, N° 58, p. 796). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale extraordinaire du 14 janvier 1970 la société a décidé sa dissolution. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

28. September 1970. Genossenschaft Rodensteinerhaus, à Fribourg, procurer une maison à ses membres (FOSC du 15. 11. 1960, N° 286, p. 3259). Suivant procès-verbal de son assemblée générale du 14 février 1970, la société a modifié ses statuts sur un point non soumis à publication. Dr. Walter Peter, président; Charles Kysell, gérant-caissier, et Jean Bruderer, vice-président et secrétaire, ont démissionné. Leurs signatures sont radiées. Ont été nommés administrateurs: Hans Bächler, de Lenk, à Morat, président; Alphonse Imfeld, de Sarnen, à Stuckiswil, vice-président et secrétaire et Torquato Treichler, de Richterswil ZH, à Fribourg, caissier. La société est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président et du caissier. Nouvelle adresse: 13, Rue du Grand Pré, c/o Torquato Treichler.

Bureau Tagers (Bezirk Sense)

28. September 1970. Industrie-Oele. Walo von Mühlenen AG, in St. Antoni, Aktiengesellschaft. Lizenzfabrikation von Industrie-Oelen (SHAB Nr. 193 vom 20. 8. 1969, S. 1922). Neu in den Verwaltungsrat wurde gewählt: Bernhard Friedli von Mühlenen, von Rohrbach und Thun, in Heimbühl BE. Er führt Kollektivunterschrift zu zweien mit einem andern Mitglied des Verwaltungsrates. Hans von Mühlenen, von Boltingen, nun in St. Antoni, ist nun Delegierter des Verwaltungsrates. Er führt Einzelunterschrift. Hermann Hilbrunner wohnt jetzt in Laupen BE.

28. September 1970. S.I. Dorfmatte AG, in Heitenried. Gemäss öffentlich beurkundetem Errichtungsakt und Statuten vom 16. September 1970 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Die Gesellschaft bezweckt die Erstellung einfacher, gesunder und preiswerter Wohnungen im Sinne des Bundesgesetzes über Massnahmen zur Förderung des Wohnungsbaues. Sie sucht diesen Zweck zu erreichen durch den Erwerb und die nachherige Ueberbauung von Grundstücken mit soliden, zweckmässigen Ein- oder Mehrfamilienhäusern und Abgabe der Wohnungen zu Mietpreisen, die auf der Basis der Selbstkosten und unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen Selbsterhaltung festzusetzen sind. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt Fr. 50 000 und ist eingeteilt in 50 Namenaktien zu Fr. 1000, voll liberriert. Die Gesellschaft erwirbt von Josef Schafer, in Heitenried, das Grundstück Art. 649 der Gemeinde Heitenried zum Preise von Fr. 23 670. Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Publikationsorgan ist das SHAB. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Ihm gehören an: Josef Schafer, von Bödingen, in Heitenried, Präsident; Erich Schafer, von Bödingen, in Heitenried, Sekretär; Georges Ackermann, von St. Antoni, in Heitenried. Sie führen Kollektivunterschrift zu zweien. Domizil: c/o Erich Schafer, Dorfmatte, Heitenried.

Solethurn – Soleure – Seletta

Bureau Grenchen-Bettlach

25. September 1970. Kora Generalbau A.G., in Grenchen. Gemäss öffentlich beurkundetem Errichtungsakt und Statuten vom 23. September 1970 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Betrieb eines Generalbauunternehmens sowie den Erwerb, die Veräußerung und Verwaltung von Liegenschaften. Die Gesellschaft kann sich an andern Unternehmen beteiligen. Das voll einbezahlte Grundkapital beträgt Fr. 100 000, eingeteilt in 1000 Namenaktien zu Fr. 100. Publikationsorgan ist das SHAB. Mitteilungen und Einladungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus wenigstens drei Mitgliedern. Ihm gehören an: Walter Rüfenacht, von Langnau BE, in Grenchen, Präsident; Ernst Schreiber, von Flumenthal, in Grenchen, Vizepräsident, und Marcel Spigher, von Oeschelbach BE, in Derendingen, Sekretär. Walter Rüfenacht führt Einzelunterschrift. Die beiden andern Mitglieder des Verwaltungsrates zeichnen kollektiv zu zweien. Domizil: Kirchstrasse 11, beim Präsidenten des Verwaltungsrates.

Bureau Kriegstetten

25. September 1970. Darlehenskasse Deitingen, in Deitingen. Genossenschaft (SHAB Nr. 154 vom 7. 7. 1964, S. 2087). Paul Kofmel, Vizepräsident, ist infolge Todes aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Franz Felber, von und in Deitingen, bisher Mitglied, ist nun Vizepräsident. Die Unterschrift führen Präsident, Vizepräsident und Aktuar kollektiv zu zweien.

Bureau Lebern

28. September 1970. Getränke. Arnold Reize, in Bellach. Getränkehandlung (SHAB Nr. 245 vom 20. 10. 1958, S. 2783). Die Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

St. Gallen – St-Gall – San Gallo

25. September 1970.

Immobilien AG Bahnhofstrasse Buchs/SG, in Buchs. Unter dieser Firma besteht gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 25. September 1970 eine Aktiengesellschaft. Zweck: Erwerb und Verwaltung der Liegenschaft Bahnhofstrasse 38 in Buchs/SG. Sie kann weitere Liegenschaften erwerben, verwalten und veräußern. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt Fr. 100 000, eingeteilt in 100 Inhaberaktien zu Fr. 1000 und ist durch Sacheinlagen voll liberriert. Die Gesellschaft übernimmt gemäss öffentlich beurkundetem Kaufvertrag des Grundbuchamtes Buchs SG vom 25. September 1970, die Parzelle Nr. 343 zum Preise von Fr. 870 000, welcher durch Uebernahme der bestehenden Hypotheken von Fr. 770 000 und Anrechnung von Fr. 100 000 auf das Grundkapital beglichen wird. Einladungen und Mitteilungen erfolgen durch eingeschriebenen Brief, sofern sämtliche Adressen bekannt sind, andernfalls wie die Bekanntmachungen im SHAB. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern. Ihm gehört als einziges Mitglied mit Einzelunterschrift an Dr. Peter Weissner, von Amriswil, in Buchs SG. Geschäftsdomizil: Bahnhofstrasse 34, bei Dr. P. Weissner.

28. September 1970. Bürgschaft und Treuhand AG, in Alstätt (SHAB Nr. 45 vom 24. 2. 1970, S. 419). Roland Kurtz, Präsident, und Dr. Alois Estermann sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu wurde in den Verwaltungsrat als Präsident gewählt Hans Rudolf Bänziger, von Reute AR, in Alstätt; er führt anstelle der Kollektiv- nun Einzelunterschrift. Einzelunterschrift wurde sodann erteilt an das Verwaltungsratsmitglied Emil Bänziger.

28. September 1970. City Bau A.-G. St. Gallen, in St. Gallen (SHAB Nr. 4 vom 7. 1. 1965, S. 53). Neues Geschäftsdomizil: Oststrasse 25.

28. September 1970. KIBAG Aktiengesellschaft Baggerei-Unternehmungen und Kieswerke am Zürichsee, Zweigniederlassungen in St. Gallen und Scherikon (SHAB Nr. 233 vom 6. 10. 1969, S. 2295), mit Hauptsitz in Bäch, Gemeinde Freienbach SZ. Kollektivunterschrift zu zweien wurde erteilt an Hugo Krippel, von und in St. Gallen, Mitglied des Verwaltungsrates.

28. September 1970. Film-Gilde Flums, Genossenschaft, in Flums (SHAB Nr. 198 vom 25. 8. 1966, S. 2707). Jakob Kurath, Präsident, Werner Hermann, Aktuar, deren Unterschriften erloschen sind, sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Der bisherige Betriebsleiter Justus Wildhaber, von und in Flums, ist nun Aktuar; er führt Kollektivunterschrift zu zweien. Neu wurden in den Verwaltungsrat gewählt Josef Good, von Mels, in Flums, Präsident, mit Kollektivunterschrift zu zweien.

28. September 1970. Stauffer, Landmaschinen, in Ermenswil, Gemeinde Eschenbach. Handel mit und Reparaturen von Land- und Baumaschinen (SHAB Nr. 279 vom 28. 11. 1967, S. 3918). Gemäss Verfügung des Konkursrichters des Bezirkes See vom 4. September 1970 wurde über den Firmainhaber der Konkurs eröffnet.

28. September 1970. Restaurant. Walter Minder, in St. Gallen, Restaurant Gartenhaus (SHAB Nr. 244 vom 19. 10. 1954, S. 2671). Diese Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

28. September 1970. Weine. Jakob Schmid, in Berneck, Weinbau und Weinhandel (SHAB Nr. 24 vom 30. 1. 1948, S. 299). Diese Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Nachfolgefirma «Jakob Schmid», in Berneck.

28. September 1970. Weine. Jakob Schmid, in Berneck. Inhaber der Firma ist Jakob Schmid-Zürcher, von und in Berneck. Weinbau und Weinhandel; Uebernahme von Aktiven und Passiven der Firma «Jakob Schmid», in Berneck, Tramstrasse 151.

28. September 1970. Waren aller Art. Panaterra AG, Berneck, in Berneck. Handel mit Waren aller Art (SHAB Nr. 89 vom 17. 4. 1968, S. 808). Neu wurden in den Verwaltungsrat gewählt Werner Kropf, von Deutschland, in Mainz-Kastel D. Vizepräsident, und Joachim Gallusser, von und in Berneck, beide ohne Unterschrift. Das bisher einzige Mitglied des Verwaltungsrates. Klaus Gallusser ist nun Präsident und führt wie bisher Einzelunterschrift.

Graubünden – Grisons – Grigioni

22. September 1970. Beteiligungen. Colton Finanz AG, in Chur. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 10. September 1970 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Beteiligung an Unternehmen und die Finanzierung von Geschäften aller Art. Das Aktienkapital beträgt Fr. 100 000, eingeteilt in 100 Inhaberaktien zu Fr. 1000, welche voll einbezahlt sind. Publikationsorgan ist das SHAB. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 5 Mitgliedern. Einziger Verwaltungsrat mit Einzelunterschrift ist Dr. Constantin Maron, von Bonaduz, in Chur. Domizil: c/o Dr. C. Maron, Stadtgartenweg 3.

24. September 1970. Hoch- und Tiefbau. Steiner & Calisch AG, in Laax. Ausführung von Hoch- und Tiefbauarbeiten. Aktiengesellschaft (SHAB Nr. 26 vom 4. 2. 1964, S. 369). Gemäss öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 1. August 1970 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Nachdem die Liquidation beendet ist, wird die Firma gelöst.

28. September 1970. Fruchtgetränke. Home Juice International AG Chur (Home Juice Internationale S.A. Coire) (Home Juice International Ltd. Chur), in Chur. Handel mit Fruchtgetränken und verwandten Erzeugnissen (SHAB Nr. 137 vom 16. 6. 1969, S. 1383). Gemäss öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 21. September 1970 wurde das Aktienkapital von Fr. 50 000 auf Fr. 200 000 erhöht durch Ausgabe von 300 Inhaberaktien zu Fr. 500, welche voll liberriert sind. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das voll liberrierte Aktienkapital beträgt nun Fr. 200 000, eingeteilt in 400 Inhaberaktien zu Fr. 500.

28. September 1970. Bar. Loy Weller, bisher in Chur (SHAB Nr. 237 vom 10. 10. 1966, S. 3180). Die Firma hat den Sitz nach Davos verlegt. Der Inhaber wohnt nun in Malans. Neue Geschäftsnatur ist nun: Betrieb der Express-Bar. Promenade.

28. September 1970. Kibag Aktiengesellschaft Baggerei-Unternehmungen und Kieswerke am Zürichsee, Zweigniederlassung in Chur (SHAB Nr. 258 vom 4. 11. 1969, S. 2534). Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Bäch Gemeinde Freienbach SZ. Hugo Krippel, Mitglied des Verwaltungsrates zeichnet kollektiv zu zweien für das Gesamtunternehmen.

28. September 1970. Kibag Aktiengesellschaft Baggerei-Unternehmungen und Kieswerke am Zürichsee, Zweigniederlassung in Davos (SHAB Nr. 258 vom 4. 11. 1969, S. 2534). Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Bäch Gemeinde Freienbach SZ. Hugo Krippel, Mitglied des Verwaltungsrates zeichnet kollektiv zu zweien für das Gesamtunternehmen.

28. September 1970. Willi-Investment AG, in Chur. Tätigkeit von Investitionsgeschäften (SHAB Nr. 90 vom 20. 4. 1965, S. 1215). Gemäss öffentlicher Urkunde über die a.o. Generalversammlung vom 17. September 1970 wurde der Zweck der Gesellschaft wie folgt neu umschrieben: Tätigkeit von Investitionsgeschäften für eigene und fremde Rechnung,

Truhandfunktionen aller Art und Immobilienhandel. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das Aktienkapital von Fr. 50.000 ist nun voll libériert.

28 settembre 1970. Partecipazioni.
Anapellis A.G., in Mesocope, partecipazioni (FUSC del 25.9.1964, N° 223, p. 2888). Bruno Rezzonico non è più amministratore unico, la sua firma è estinta. Nuovo amministratore, con firma individuale è Dr. Gustavo Lanfranchi, da Poschiavo, in Lugano.

28 settembre 1970. Rappresentanze.
Sefpre S.A., in Coira, rappresentanze (FUSC del 28.4.1966, N° 98, p. 1379). Bruno Rezzonico non è più amministratore unico, la sua firma è estinta. Nuovo amministratore, con firma individuale, è Dr. Gustavo Lanfranchi, da Poschiavo, in Lugano.

28 settembre 1970.
Landwirtschaftliche Konsumgenossenschaft Pany & Umgebung, in Pany, Gemeinde Luzern (SHAB Nr. 167 vom 29.12.1964, S. 2261). Gemäss Beschluss der Generalversammlung vom 3. Mai 1970 wurden die Statuten teilweise revidiert. Der Vorstand besteht nun aus 5 bis 7 Mitgliedern. Der Firmenname wurde geändert in: **Milch- und landwirtschaftliche Konsumgenossenschaft Pany**. Die übrigen Statutenänderungen betreffen keine publikationspflichtigen Tatsachen. Die Statuten wurden entsprechend revidiert.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Cevio (distretto di Vallemaggia)

28 settembre 1970. Immobili, acqua minerale, ecc.
Ciossa S.A., in Gordicovo (FUSC del 29.12.1949, N° 305, p. 3408). La ragione sociale è cancellata d'ufficio a seguito del trasferimento della sede della società a Locarno (FUSC del 7.7.1970, N° 155, p. 1555).

Ufficio di Lugano

24 settembre 1970. Partecipazione, ecc.
Guiva S.A., in Lugano. Società anonima con atto notarile e statuto del 24 settembre 1970. Scopo: la partecipazione ad imprese ed a società finanziarie nazionali e straniere e l'esecuzione di operazioni commerciali e finanziarie di qualsiasi genere, acquisto, vendita ed amministrazione di immobili. Essa potrà eseguire tutte le operazioni commerciali e finanziarie, mobiliari ed immobiliari ritenute utili o connesse allo scopo sociale. Potrà compiere operazioni fiduciarie per conto di terzi. La società non svolgerà nessuna attività lucrativa né intende possedere immobili nel Cantone Ticino. Capitale: fr. 50.000 diviso in 100 azioni al portatore da fr. 500 cadauna, interamente liberato. Pubblicazioni: Foglio ufficiale del cantone Ticino, salvo quelle che devono essere pubblicate sul FUSC. Amministrazione: uno o 3 a 5 membri, attualmente da un amministratore unico con firma individuale che è: Eugenio Talleri, da ed in Massagno. Recapito: via Pretorio 11, presso Laconfida S.A..

25 settembre 1970. Partecipazione, ecc.
Alkelo A.G., in Milano. Società anonima con atto notarile e statuto del 21 settembre 1970. Scopo: la partecipazione ad altre società ed imprese, lo sfruttamento di brevetti, di licenze e di diritti di esclusiva e vendita di tutti i generi. Capitale: fr. 52.000, diviso in 52 azioni al portatore da fr. 1000 cadauna, liberato al 40 per cento (fr. 20.800). Pubblicazioni: FUSC. Amministrazione: 1 a 5 membri, attualmente da un amministratore unico con firma individuale che è: Ernst Keller, da Zihlschlacht, in Milano. Recapito: presso l'amministratore unico.

28 settembre 1970. Immobili, ecc.
Bavar S.A., in Lugano. Società anonima con atto notarile e statuto del 25 settembre 1970. Scopo: la compra e vendita di immobili, l'amministrazione, la gestione e la costruzione di stabili in Svizzera e all'estero, l'esplicazione di transazioni commerciali in genere e la partecipazione a società similari. Capitale: fr. 550.000, diviso in 550 azioni al portatore da fr. 1000 cadauna, interamente liberato. Pubblicazioni: FUSC. Amministrazione: 1 a 5 membri, attualmente da un amministratore unico con firma individuale che è: Dr. Aldo Libanione, da St. Antonino in Lugano. Recapito: Viale Cattaneo il presso Immofidam S.A..

28 settembre 1970. Immobili, partecipazioni.
Goffdro S.A., in Lugano. Società anonima con atto notarile e statuto del 24 settembre 1970. Scopo: lo svolgimento di un'attività immobiliare, commerciale e finanziaria, l'assunzione di partecipazioni totalitarie o parziali in altre società ed imprese analoghe o similari costituite o costituite in Svizzera e all'estero. La società non svolgerà alcuna attività nel cantone Ticino. Capitale: fr. 50.000, diviso in 50 azioni al portatore da fr. 1000 cadauna, interamente liberato. Pubblicazioni: FUSC. Comunicazioni e convocazioni: agli azionisti, se noti, per lettera raccomandata personale. Amministrazione: uno o più membri, attualmente da un amministratore unico con firma individuale che è: Fausto Genazzini, da ed in Gandria. Recapito: via al Forte 2, presso Gisafid S.A..

28 settembre 1970. Partecipazione, ecc.
Pial S.A., in Lugano. Società Anonima con atto notarile e statuto del 18 settembre 1970. Scopo: la partecipazione ad imprese alimentari, l'acquisto e la vendita di immobili e la loro gestione ed in genere ogni operazione commerciale, industriale e finanziaria. La società non svolge attività nel cantone Ticino, ad eccezione di quanto strettamente necessario alla sua amministrazione. Capitale: fr. 100.000, diviso in 100 azioni al portatore da fr. 1000 cadauna, interamente liberato. Pubblicazioni: FUSC. Amministrazione: uno a 3 membri, attualmente da un amministratore unico con firma individuale che è: Nicola Frizzi, da San Vittore in Lugano. Renzo Forni, da e in Villa Luganese e Ines Medolago, da ed in Lugano, sono stati nominati procuratori con firma collettiva tra di loro. Recapito: Viale Stefano Francini 1, c/o studio Nicola Frizzi.

Distretto di Mendrisio

24 settembre 1970. Generi alimentari, bibite, ecc.
Nat King S.A., in Mendrisio. Società anonima con atto notarile e statuti in data 23 settembre 1970. Scopo: l'importazione, l'esportazione, il commercio, le rappresentanze di generi alimentari, di prodotti dolciari, di bibite alcoliche e analcoliche, di liquori e in genere di prodotti per ristoranti. La ditta potrà partecipare ad altre ditte con attività consimile sia in Svizzera che all'estero. Capitale: fr. 50.000 suddiviso in 50 azioni al portatore da fr. 1000 cadauna, interamente liberate. Pubblicazioni: FUSC. Amministrazione: 1 a 5 membri, attualmente un amministratore unico nella persona di Gianni Cereghetti, da Muggio, in Morbio Superiore, con firma individuale. Recapito: c/o Ufficio Fiduciario Gianni Cereghetti, via Carlo Pasta.

25 settembre 1970. Partecipazioni.
Okoto S.A., in Chiasso. Società anonima con atto notarile e statuti in data 24 settembre 1970. Scopo: la partecipazione finanziaria ad altre società con investimenti e mutui. La società potrà inoltre compiere tutte le operazioni mobiliari e immobiliari, assumere ogni funzione suscettibile di contribuire direttamente o indirettamente a raggiungere lo scopo. Capitale: fr. 50.000 suddiviso in 50 azioni al portatore da fr. 1000 cadauna, interamente liberate. Pubblicazioni: FUSC. Gli azionisti, il cui indirizzo è noto all'amministrazione, verranno informati mediante lettera raccomandata. Amministrazione: 1 o 3 a 5 membri, attualmente un amministratore unico nella persona di Marco Celoria, da ed in Chiasso, con firma individuale. Recapito: c/o avv. Pierfrancesco Campana, via Motta, 18.

28 settembre 1970. Attrezzi casalinghi.
Bonali Antonio, in Rancate, attrezzi casalinghi (FUSC del 18.12.1936, N° 297, p. 2967). La ditta è cancellata ad istanza del titolare per cessazione del commercio.

28 settembre 1970. Ristorante.
Zanetti Giovanna, in Riva San Vitale, ristorante-ristoratoria al Lago (FUSC del 30.10.1962, N° 254, p. 3116). La ditta è cancellata ad istanza del titolare per cessazione del commercio.

28 settembre 1970. Commercio legna, ecc.
Bruno Mantegazzi, precedentemente, in Rovio, commercio di legna e trasporti (FUSC del 10.5.1957, N° 108, p. 1272). La sede della ditta come pure il domicilio del titolare sono ora in Riva San Vitale. Attualmente lo scopo è: trasporto carburanti.

28 settembre 1970. Macelleria.
Ermete Travella, in Pedrinata, Titolare della ditta individuale è Ermete Travella, da ed in Chiasso. Macelleria e salumeria.

Waadt — Vaud — Vaud
Bureau d'Aigle

25 settembre 1970.
André Desprez, Bureau fiduciaire et commercial, à Leysin. Le chef de la maison est André Camille Michel Desprez, allié Prevrel, de France, à Leysin. Bureau fiduciaire et commercial. Villa Blanche.

Bureau de Cully

24 settembre 1970. Produits manufacturés.
HAYNOR S.A. r.l., à Cully, commerce d'appareils d'optique, etc., société à responsabilité limitée (FUSC du 16.2.1968, p. 339). Le siège de la société est transféré à Lutry, rue du Bourg 1, à l'étude du notaire François Charney. La société a dorénavant pour but l'importation, l'exportation, la distribution de produits manufacturés et des matières brutes. Elle peut s'intéresser à d'autres entreprises similaires, acquérir, vendre, louer, gérer tous biens mobiliers et immobiliers. Les statuts ont été modifiés en conséquence. L'associé gérant Stanislas Orlande est domicilié actuellement à Morges, chemin Bellevue N° 3, où se trouvent désormais les bureaux de la société.

Bureau de Grandson

15 septembre 1970.
Société du hatoir à grains de Bonvillars, à Bonvillars, société coopérative (FUSC du 28.6.1965, N° 147, p. 2023). Suivant procès-verbal de son assemblée générale du 1^{er} décembre 1969, la société a décidé sa dissolution. La liquidation est terminée; cette raison sociale ne peut être radiée, l'autorisation fiscale fédérale faisant défaut.

Bureau de Lausanne

23 septembre 1970.
Editions Morf S.A., à Lausanne (FOSC du 8.5.1969, p. 1052). L'administrateur Jacques-André Wieser est démissionnaire; sa signature est radiée.

23 septembre 1970. Produits chimiques.
Hydrochem S.A., à Lausanne. Nouvelle société anonyme. Date des statuts: 22 septembre 1970. But: fabrication, achat et vente de produits chimiques; exploitation et mise en valeur de brevets, licences, know how et droits de marque. Capital: fr. 50.000, divisé en 500 actions nominatives de fr. 100, entièrement libérées. Publications: FOSC. Conseil: d'un à 12 membres. Seul administrateur avec signature individuelle: Jean-Marc Rivier, de Lausanne, Aubonne et Genève, à Saint-Prex. Adresse: Rue Pichard 13 (étude de MMes Freymond, Bourgeois et Rivier).

24 septembre 1970. Immeubles.
Le Pré d'Yverdon A.S.A., à Lausanne, opérations immobilières, société anonyme dissoute le 21 mai 1969 et radiée le 23 octobre 1969 (FOSC du 3.11.1969, p. 2522). La société est réinscrite comme société en liquidation. La liquidation sera opérée sous la raison sociale: **Le Pré d'Yverdon A.S.A. en liquidation** par l'administrateur Orlando Luiti, de et à Lausanne, signant individuellement. Adresse de la société en liquidation: Chemin du Village 21 (chez le liquidateur).

24 septembre 1970. Chauffage.
Boulaz S.A., à Lausanne, installations de chauffage, de ventilation et de climatisation (FOSC du 13.3.1970, p. 565). Le secrétaire et directeur Casimir Bossy est démissionnaire; sa signature est radiée. La procuration de André Clavel est éteinte. Procuration collective à deux est conférée à Roland Rieger, de Langenbrück BL, à Lausanne.

24 septembre 1970.
Compagnie financière et de Crédit S.A., à Lausanne (FOSC du 29.5.1970, p. 1235). La procuration de Jürg Peter Angehrn (et non «Angehr») est éteinte.

24 septembre 1970. Appareils radio.
Barrard et Cottier, à Renens. Société en nom collectif qui commença le 1^{er} octobre 1970. Associés avec signature collective à deux: Marcel Barrard, de Bussigny-sur-Morges, à Lausanne, et Louis-Alain Cottier, de Rougemont et Daillens, à Renens. Commerce d'appareils radio. Avenue Longemalle 24.

24 septembre 1970. Gypserie.
Jean-Daniel Visconti, à Lausanne. Titulaire: Jean-Daniel Visconti, de Curio TI, à Lausanne. Gypserie et peinture. Chemin des Bossons 25 «Cité des Sauges».

24 septembre 1970. Appareils sanitaires.
Troesch & Cie, Société Anonyme, succursale de Lausanne (FOSC du 20.5.1970, p. 1151), fabrication et commerce d'appareils sanitaires, avec siège principal à Berne. Walter Ringgenberg (inscrit), qui n'est plus directeur, est nommé président; il continue à signer individuellement, également en qualité de délégué. Nouveau directeur avec signature collective à deux: Othmar Caspar, de Rorschach, à Berne. La procuration de Hans Stöckli est éteinte.

24 septembre 1970.
Le Béril S.A., à Lausanne, affaires immobilières (FOSC du 1.9.1969, p. 2006)

Société Immobilière du Château d'Evian S.A., à Lausanne (FOSC du 1.9.1969, p. 2006)

L'Améthyste S.A., à Lausanne, affaires immobilières (FOSC du 1.9.1969, p. 2006)

Société immobilière Avenue d'Evian 3 S.A., à Lausanne (FOSC du 1.9.1969, p. 2006):

Nouvelle adresse: Chemin des Aubépines 15 (chez Edmond Pletscher).

25 septembre 1970. Métaux, robinetterie, etc.

Ateliers Vonwiller S.A., à Lausanne, fonderie de métaux, robinetterie et atelier mécanique et de galvanoplastie (FOSC du 16.5.1969, p. 1113). Les administrateurs Edward Luedermann et Jean Franken sont démissionnaires; leur signature est radiée. L'administrateur Philippe Baudraz (inscrit) est nommé président; il continue à signer collectivement à deux. Nouveaux administrateurs avec signature collective à deux: Marcel Murtux, de Ste-Croix, à La Tour-de-Peilz, et Paul Bieri, de Schanagnu, à Wallisellen ZH. Procuration collective à deux est conférée à Pierre-Alain Amaudruz, de Lutry, à Nyon, et Marcel Pittet, de Montet FR, à Lausanne.

25 septembre 1970. Hôtel-restaurant.
Hélène Piccini, à Lausanne. Titulaire: Hélène Piccini, de Ste-Croix, à Lausanne. Hôtel-restaurant à l'enseigne «Hôtel de l'Ours». Rue du Bugnon 2.

25 septembre 1970. Immeuble.
Quendoz frères, à Lausanne, exploitation d'un immeuble et opérations immobilières, société en nom collectif (FOSC du 27.4.1964, p. 1318). La société est dissoute par suite du décès de l'associé Henri Quendoz, le 20 octobre 1968. La liquidation étant terminée, la raison sociale est radiée.

25 septembre 1970. Peaux et pelleteries, immeubles.
Mondial Furs Ltd., à Lausanne, commerce de peaux et pelleteries, société anonyme (FOSC du 25.7.1960, p. 2205).

Fundamenta S.A., à Lausanne, affaires immobilières (FOSC du 27.8.1962, p. 2465).

Nouvelle adresse: Rue St-Martin 9.

25 septembre 1970.
H. M. Meyer, «Editions Voies et Tonagers», à Lausanne, agence de presse, édition de feuillets (FOSC du 25.7.1960, p. 2206). La raison est radiée par suite de cessation de commerce.

28 septembre 1970.
Fiduciaire Experta S.A., succursale de Lausanne (FOSC du 21.11.1969, p. 2688), avec siège principal à Zurich. Edwin Hollenstein (sous-directeur inscrit) est nommé directeur adjoint; il continue à signer collectivement à deux. Walter Sommer (sous-directeur inscrit) est nommé directeur; il continue à signer collectivement à deux, ses pouvoirs étant limités à la succursale. La succursale est également engagée par la signature collective à deux de Paul Borschberg, de Zurich et Zollikon, à Zollikon, directeur.

28 septembre 1970. Publicité.
Sélection Service Sovilla et Cie, à Renens. Société en nom collectif commencée le 1^{er} septembre 1970. Associés: Heinz Sovilla et Michel Sovilla, tous deux de Schaffhouse, à Renens. Fabrication, commerce et représentation d'articles de publicité et de décoration. Les associés signent collectivement à deux. Rue Florissant 36.

28 septembre 1970. Radio.
E. Yersin, à Lausanne. Titulaire: Elic Yersin, de Rougemont, à Lausanne. Commerce et installation de radio et télévision, Rue St-Roch 8.

28 septembre 1970. Pétrole.
Maison Huber S.A. Lausanne, à Lausanne, importation, achat, vente et représentation de produits dérivés du pétrole (FOSC du 11.7.1969, p. 1617). Les autorités fiscales fédérale et cantonale ayant donné leur accord, la raison sociale est radiée.

28 septembre 1970.
Imprimerie Saint-Martin A. et R. Bizzini, à Lausanne. Société en nom collectif qui commença le 1^{er} octobre 1970. Associés: Armand Bizzini et Roland Bizzini, tous deux d'Avegnio TI, à Lausanne, qui signent collectivement à deux. Imprimerie. Rue Saint-Martin 7.

28 septembre 1970. Imprimerie.
Marcel Grivaz, à Lausanne, imprimerie (FOSC du 7.11.1969, p. 2569). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

28 septembre 1970.
Alfag Société Anonyme pour Véhicules, succursale de Crissier, à Crissier. Succursale créée par décision du 24 mars 1970 de la société anonyme «Alfag Aktiengesellschaft für Fahrzeuge (Alfag Société Anonyme pour Véhicules) (Alfag Società Anonima per Veicoli)», à Schlieren, inscrite sur le registre du commerce de Zurich le 12 novembre 1955 (dernière publication: voir FOSC du 6.3.1970, p. 505). But: commerce de véhicules et moteurs de toutes sortes, de machines de génie civil et accessoires. La succursale est engagée par la signature collective à deux des administrateurs Dr Constantin Gherstos, de Grèce, à Zurich, président; Werner Stüber, de Zurich, à Küsnacht ZH, délégué; Theodor Gherstos, de Grèce, à Zurich; André Guinand, de Chêne-Bourg, à Genève, et Max Labhart, de Steckborn TG, à Zurich; du directeur Richard Eugen Rigg, de Zurich, à Schlieren; des sous-directeurs Anton Scherrer, de Kirchberg SG, à Zurich; Alfred Gubser, de Walenstadt SG, Bischofszell TG et Zurich, à Zurich, et Fritz Binkert, de et à Zurich, et du fondé de procuration Edward Varley, de Lauterbrunnen, à Zurich. Adresse: Route de Morges 9.

Bureau de Morges

10 septembre 1970.
Castoplast International S.A., à Saint-Sulpice, revêtements et protection des surfaces par plastication et métallisation (FOSC du 27.9.1968, N° 227, p. 2092). L'administrateur Ulrich C. Doenz a démissionné; ses pouvoirs sont éteints. Charles Gonseth n'est plus secrétaire du conseil; il reste membre avec signature collective à deux. Est nommé directeur, avec signature collective à deux: Pierre Hunziker, de Kirchleerau AG et Lausanne, à Lausanne.

Bureau de Moudon

25 septembre 1970. Fontaines lumineuses.
Michel Rapin, à Lucens. Le chef de la maison est Michel Rapin, de Corcelles-près-Payerne, à Lucens. Fabrication et vente de fontaines lumineuses pour jardins et intérieurs. Route de Moudon.

25 septembre 1970.
Coopératives Réunies Broyardes, à Moudon (FOSC du 26.4.1968, N° 97, p. 891). Selon décision de l'assemblée des délégués du 23 décembre 1968, la société a décidé de fusionner avec la Société coopérative de consommation Avenches et environs, à Avenches, sur la base d'un contrat de fusion aux termes duquel la société reprend, à titre universel, l'actif et le passif de la Société coopérative de consommation Avenches et environs, conformément aux dispositions de l'art. 914 CO et selon bilan de fusion au 30 juin 1969. D'autre part, suivant procès-verbal de l'assemblée générale des délégués du 5 décembre 1969, la société a adopté de nouveaux statuts. Les faits publiés antérieurement sont modifiés sur les points suivants: La nouvelle raison sociale est **Coop Broye**. Les parts sociales sont de fr. 20. Le conseil d'administration est composé de 11 membres au moins. Les personnes autorisées à signer n'engagent la société que collectivement à deux.

Bureau de Nyon

28 septembre 1970. Produits pharmaceutiques.
Société anonyme de Marques, à Nyon, exploitation de tous produits pharmaceutiques, etc. (FOSC du 7.10.1949, p. 2609). Les administrateurs Arnold Schenk, André Burnier et Charles de Loës sont décédés; leurs pouvoirs sont éteints. Nouveaux membres: Paul-Eric Perret, de La Sagne NE, à Genève, et André-Louis Burnier, de Genève, à Nyon, secrétaire. La société sera engagée par la signature individuelle de chacun des administrateurs; les pouvoirs du président Marius Lachat sont modifiés en ce sens.

Bureau d'Oron

28 septembre 1970. Bétail.
Chevalley Constant fils, à Oron-la-Ville, commerce de bétail et viande en gros (FOSC du 12.6.1957, N° 134, p. 1568). La procédure de faillite étant clôturée, la raison est radiée d'office.

Bureau de Vevey

24 septembre 1970. Immeubles.
S.I. La Veveyse, à Vevey, société anonyme immobilière (FOSC du 10.7.1961, p. 1977). Le conseil d'administration se compose de cinq membres: Jean Kratzer, de La Tour-de-Peilz et Aeschi BE; Henri Michaud, de Roche; Pierre Rochat, de L'Abbaye et du Lieu; Frédéric Tschumi, de Vevey, et Ernest Jaccard, de Ste-Croix, tous à Vevey. Jean Kratzer est président. Jean Ropraz, de et à Vevey, est

secrétaire hors conseil, sans signature sociale. Les administrateurs Valdo Grisoni et René Bulliard ont démissionné; leurs pouvoirs sont éteints. La société est toujours engagée par la signature collective à deux des administrateurs. Les bureaux sont désormais à Vevey, au Greffe municipal, rue du Lac N° 2.

28 septembre 1970.

Produits de beauté Mary-Christine, Mme C. Monnat, à La Tour-de-Peilz (FOSC du 5.6.1969, p. 1287). La raison est radiée par suite de cessation de commerce.

28 septembre 1970. Salon de coiffure.
D. Morier et J. Rossier, à Vevey, société en nom collectif, salon de coiffure (FOSC du 29.1.1964, p. 300). La société est dissoute depuis le 1^{er} septembre 1970. Sa liquidation étant terminée, la raison sociale est radiée.

Wallis – Valais – Vallee
Bureau de St-Maurice

25 septembre 1970.

PHIBEBAB, Société de gestion mobilière et immobilière SA, à Monthey. Selon acte authentique et statuts du 15 septembre 1970, il a été fondé sous cette raison sociale une société anonyme ayant pour but la gestion de tous biens mobiliers ou immobiliers, l'achat, la vente, la location, la gérance de tous bâtiments ou fonds immobiliers, la réalisation de toutes opérations mobilières et immobilières et autres activités annexes en rapport avec le but de la société. Elle peut participer à d'autres sociétés à but analogue. Le capital social de fr. 50.000 est libéré à concurrence de fr. 20.000 et divisé en 500 actions de fr. 100 au porteur. Les convocations se font par la FOSC – organe social de publicité – ou, si tous les actionnaires sont connus, par avis personnels. L'administration se compose d'un ou plusieurs membres; actuellement Jean-Luc Spahr, de Sion, à Monthey, est seul administrateur et signe individuellement. Chez M^{re} Spahr, Crochetan N° 2.

28 septembre 1970. Horlogerie.
Globex SA, à Leytron, horlogerie, mécanique de précision, etc. (FOSC du 12.9.1969, p. 2107). Le vice-président et secrétaire Antoine Roduit est démissionnaire; sa signature est radiée.

Bureau de Sion

25 septembre 1970.

Société Coopérative des Logements pour le Personnel Fédéral à Sion (FOSC du 25.9.1967, N° 224, p. 3182). En assemblées générales du 17 mars 1969 et du 19 mai 1970, la société a modifié son but: La société se propose d'obtenir pour ses membres des logements sains et à un prix raisonnable. A cet effet, elle s'efforce d'acheter des terrains à bâtir, de reprendre des terrains à bâtir sous forme de droit de superficie et de construire des maisons d'habitation; de louer des logements tout d'abord à ses membres. Elle a également modifié ses statuts sur d'autres points non soumis à publication.

Neuenburg – Neuchâtel – Neuchâtel
Bureau de Boudry

25 septembre 1970. Quincaillerie.

Th. A. Muller, à Saint-Aubin, commune de St-Aubin-Sauges, achat et vente en gros de quincaillerie et d'outillage pour bouchers et pâtisseries (FOSC du 4.2.1955, N° 29, p. 337). Adresse: rue du Temple 40.

Bureau de Cernier (district du Val-de-Ruz)

25 septembre 1970.

Société Immobilière de la Croix d'Or S.A., à Chézard, commune de Chézard-Saint-Martin (FOSC du 24.6.1968, N° 145, p. 1363). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 30 avril 1970, la société a décidé sa dissolution. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

Bureau de La Chaux-de-Fonds

17 septembre 1970. Montage industriel de machines.

Sehott, à La Chaux-de-Fonds. Le chef de la maison est Hans-Peter-Paul Sehott, d'Allemagne, à Besançon (France). Service montage industriel de machines en tous genres. La maison continue procuration individuelle à Hans Wächter, de Bâle, à La Chaux-de-Fonds. Bureaux: Jaquet-Droz 27.

24 septembre 1970.

Fabrique de Cadrons Leuthold, La Romaine S.A., à La Chaux-de-Fonds, société anonyme dissoute par suite de faillite (FOSC du 4.4.1968, N° 80, p. 715). La procédure de faillite étant clôturée, par jugement du président du tribunal II du district de La Chaux-de-Fonds, du 24 septembre 1970, cette raison sociale est radiée d'office.

Bureau de Neuchâtel

25 septembre 1970.

Librairie Payot S.A. Lausanne, Succursale de Neuchâtel, à Neuchâtel (FOSC du 27.3.1968, N° 73, p. 654), société anonyme avec siège principal à Lausanne. Henri Payot n'est plus administrateur-délégué; ses pouvoirs sont éteints.

Genf – Genève – Ginevra

24 septembre 1970. Automobiles.

C. Popoff, à Genève, réparation et commerce d'automobiles (FOSC du 5.6.1963, p. 1646). L'inscription est radiée par suite de cessation de l'exploitation.

24 septembre 1970. Café-restaurant.

Suzanne Schwab, à Genève, café-restaurant (FOSC du 23.1.1969, p. 172). La maison n'exploite plus le café-restaurant à l'enseigne «Café du Nant», 23, rue du Nant. Elle continue l'exploitation du snack-bar à l'enseigne «Hamsteak», 11, rue du Valais, nouvelle adresse de la maison.

24 septembre 1970. Bijoux.

B. Sirazi, à Lancy. Chef de la maison: Bektör Sirazi, de Turquie, à Lancy. Création et fabrication de bijoux et d'articles de joaillerie, 1, chemin du Fief-de-Chapitre.

24 septembre 1970. Vêtements.
Renée Weber, à Genève, Chef de la maison: Renée Weber, de Genève, à Chêne-Bougeries. Commerce de vêtements pour dames et hommes «prêt à porter», 12-14, rue du Cendrier.

24 septembre 1970. Commerce.

Emis SA, en liquidation, à Genève, commerce de tous produits et biens, etc. (FOSC du 23.7.1968, p. 1608). Sa liquidation étant terminée, la société est radiée.

24 septembre 1970.

Aerosol Research (Participations) SA, Genève, à Genève, participations (FOSC du 22.1.1970, p. 164). Jean-Jacques Auberson n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Jacques Cottier, de et à Genève, est membre et secrétaire du conseil d'administration avec signature individuelle.

24 septembre 1970.

American Express International Banking Corporation Hartford & New York, succursale de Genève, à Genève (FOSC du 28.8.1970, p. 1954). Les pouvoirs de Thomas-Randall Richards et Maurice Bernard, ainsi que la procuration de Peter-Hans Koefler, Jean-Pierre Meyer, Alfred Schwab et Christina Saager, sont radiés. Signature col-

lective à deux, limitée aux affaires de la succursale, a été conférée à Edmunds Preijs, des USA, à Genève, directeur de la succursale; Roger Huguenin, du Locle NE, à Genève, directeur adjoint de la succursale; Samir Chalhoub, du Liban, à Genève, et Eric Baumgartner, de Bangerten bei Dieterswil BE, à Genève, tous deux sous-directeurs de la succursale.

24 septembre 1970. Participations.

Artosinter Machinery Corporation SA, à Genève, administration et participations financières (FOSC du 9.1.1970, p. 51). Louis Lhermine, de France, au Vésinet (Les Yvelines, France), est membre du conseil d'administration avec signature individuelle.

24 septembre 1970.

Société Immobilière Le Courage lettre G, à Genève, société anonyme (FOSC du 15.2.1955, p. 438). Nouvelle adresse: 1, rue Lamartine, chez Armand-André Dreyfus.

24 septembre 1970.

Société Immobilière le Croissant, à Genève, société anonyme (FOSC du 5.11.1945, p. 2481). Nouvelle adresse: 1, rue Lamartine, chez Armand-André Dreyfus.

24 septembre 1970.

Société Immobilière du chemin de Moillebeau 34, à Genève, société anonyme (FOSC du 18.9.1943, p. 2097). Nouvelle adresse: 1, rue Lamartine, chez Armand-André Dreyfus.

24 septembre 1970.

Société Immobilière Sunrise, à Genève, société anonyme (FOSC du 9.10.1964, p. 3025). Nouvelle adresse: 1, rue Lamartine, chez Armand-André Dreyfus.

24 septembre 1970. Cotons, etc.

Diramex SA, à Genève, distribution de cotons, laines, etc. (FOSC du 5.3.1969, p. 499). Capital porté de fr. 50.000 à fr. 100.000 par l'émission de 50 actions de fr. 1000, au porteur. Capital: fr. 100.000, entièrement versé, divisé en 100 actions de fr. 1000, au porteur. Statuts modifiés le 8 septembre 1970.

24 septembre 1970. Brevets.

Ejectoret SA, à Genève, brevets, procédés de fabrication, etc. (FOSC du 16.5.1967, p. 1653). Jean-Jacques Auberson n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Jacques Cottier, de et à Genève, est membre et secrétaire du conseil d'administration avec signature individuelle. L'administrateur Jean-Adrien Lachenal signe désormais individuellement.

24 septembre 1970. Participations.

Havenfield SA, à Genève, prise de participations, etc. (FOSC du 11.12.1969, p. 2850). Peter Notz n'est plus administrateur; ses pouvoirs, de même que ceux de Domenico Pinóschi, sont radiés. Philippe de Loes, d'Aigle VD, à Epalinges VD, est membre et vice-président du conseil d'administration avec signature individuelle. Nouvelle adresse: 23, quai des Bergues, chez Pierre Sciclounoff, avocat.

24 septembre 1970.

Micromedie Systems, Inc., Wilmington, succursale de Collonge-Bellerive (Micromedie Systems, Inc., Wilmington, Collonge-Bellerive Branch), à Collonge-Bellerive, succursale de «Micromedie Systems, Inc., société anonyme à Wilmington (Comté de New Castle, Delaware, USA). Date de l'acte constitutif (Certificate of Incorporation): 19 décembre 1969. But social: fabrication et commerce de tous instruments et procédés concernant l'ultra micro analyse et l'électrophorèse ainsi que tous accessoires s'y rapportant. Le capital autorisé est représenté par 2000 actions, nominatives, sans valeur nominale. Le capital émis et versé est variable. Administration (Board of Directors): James Winters, à Berwyn (Pennsylvanie, USA), président; J.-Fay Hall Jr, à Wynnewood (Pennsylvanie, USA); Darrell-J. Butterbaugh, à Rydal (Pennsylvanie, USA); Donald-W. Kenny, à Fort Washington (Pennsylvanie, USA); Ellington-M. Beavers, à Meadowbrook (Pennsylvanie, USA); John-K. Pfahl, à Columbus (Ohio, USA), et Colin-R. Macpherson, à Columbus (Ohio, USA), tous des USA. Signature: individuelle de Bjorn Rump, de Zurich, à Collonge-Bellerive, directeur de la succursale. Adresse: Vésénaz, 3, chemin de Maney.

24 septembre 1970. Editions de livres.

Société Immobilière rue de Monthoux 19, à Genève, société anonyme (FOSC du 9.3.1950, p. 649). Nouvelle adresse: 8, boulevard Georges-Favon, chez Ed. Kramer & fils.

24 septembre 1970. Edition de livres, films, etc.

Orphessa Société Anonyme, à Genève, édition de livres, films, etc. (FOSC du 21.11.1968, p. 2525). Nouveau siège: Pregny-Chambésy. Statuts modifiés le 15 septembre 1970. Adresse: 254, route de Lausanne, chez Gesté SA.

24 septembre 1970. Restaurants.

Restonant SA, à Genève, exploitation de restaurants, etc. (FOSC du 8.10.1969, p. 2316). Nouvelle adresse: 23, rue du Nant où la société exploite un café-restaurant à l'enseigne «Café du Nant».

24 septembre 1970. Appareils techniques.

Sensore SA, à Genève, appareils techniques (FOSC du 16.1.1970, p. 109). Eugenio Borganti, d'Italie, à Milan, est membre du conseil d'administration avec signature collective à deux.

24 septembre 1970.

Société Coopérative de Ferblanterie et d'Appareillage «Socofeap», à Genève (FOSC du 16.6.1969, p. 1387). L'administrateur Angelo Calzavara (inscrit) signe désormais collectivement à deux. Ferdinand Eisenegger n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés.

24 septembre 1970. Immeubles.

Socofon SA, à Genève, achat et vente d'immeubles, etc. (FOSC du 9.4.1970, p. 781). Nouveau siège: Pregny-Chambésy. Statuts modifiés le 15 septembre 1970. Adresse: 254, route de Lausanne, chez Gesté SA.

24 septembre 1970. Editions.

Les Trésors du Foyer SA, à Genève, nouvelle société anonyme. Date des statuts: 15 septembre 1970. But: représentation de maisons d'éditions et vente de toutes publications au public par intermédiaires. Capital: fr. 50.000, entièrement versé, divisé en 50 actions de fr. 1000, au porteur. Organe de publicité: FOSC. Administration d'un ou de plusieurs membres; Just Catala, de Lugnez BE, à Genève, administrateur unique avec signature individuelle. Adresse: 11, rue Toepffer, chez Georges-F. Perréard, avocat.

Andere gesetzliche Publikationen

Autres publications légales

Altre pubblicazioni legali

Aenderung eines Anlage-Fondsreglementes

Entscheid des Zivilgerichts Basel-Stadt vom 25. September 1970:

Das Gesuch um Aenderung der Fondsreglemente der anfos-Anlagefonds für Hypotheken, Immobilien und Aktien, Tranchen I und II, gemäss Publikation im Handelsamtsblatt Nr. 176 vom 31. Juli 1970 und Nr. 202 vom 31. August 1970, wird bewilligt.

Gegen diesen Entscheid kann gemäss § 220 ff der Zivilprozessordnung des Kantons Basel-Stadt die Appellation ergriffen werden. (AA 497)

4000 Basel, den 5. September 1970

Zivilgericht Basel-Stadt
Prozesskanzlei

Abänderung eines Fondsreglementes

Mobilfonds bzw. Internobilfonds

Der Beschluss des Bezirksgerichtes Zürich, 4. Abteilung, vom 10. September 1970 über die Abänderung des Fondsreglementes (Aenderung des Namens Mobilfonds in Internobilfonds) ist rechtskräftig. Das abgeänderte Fondsreglement ist am 10. September 1970 in Kraft getreten.

8026 Zürich, den 5. Oktober 1970

Bezirksgericht Zürich
4. Abteilung

Geschäftseröffnungsverbot - Sperrfrist

(Ausverkaufsordnung des Bundesrates vom 16. April 1947)

Der Firma Heidy Lenz-Hügin, Mercerie-Wolle, Binningen, ist zufolge Geschäftsaufgabe die Bewilligung zur Durchführung eines Totalausverkaufs für die Zeit vom 10. Oktober 1970 bis 8. April 1971 erteilt worden.

Der Firmeninhaberin wird für die bisher geführten Artikel ein Geschäftseröffnungsverbot im Sinne von Artikel 16 der Eidg. Ausverkaufsordnung bis Ende 1975 für die ganze Schweiz auferlegt. (AA 496)

4410 Liestal, den 5. Oktober 1970

Direktion des Innern

Pouvoir judiciaire

Tribunal de première instance, Genève

Par jugement du mardi 15 septembre 1970, le Tribunal a modifié le règlement de gestion du Fonds de placement

First National City Fund

en ce sens que l'art. 13, al. 1 nouveau aura la teneur suivante:

«Le bénéfice net du Fonds est réparti entre les porteurs de parts chaque année».

«Le montant mis en paiement sera déclaré par la Direction entre les 1^{er} janvier et 15 mars de l'exercice suivant.»

La présente modification est intervenue à la requête de la SA First National City Fund Management Company, rue de la Corratte, 10, Genève et First National City Bank New York, succursale de Genève, quai Général-Guisan, 16-18, Genève, respectivement direction et banque dépositaire du Fonds de placement First National City Fund, élan toutes deux domiciliées en l'Etude de M^{re} de Charmant, avocat, rue du Rhône, 92, Genève, et ce en application des art. 9, al. 3 et 10 de la loi fédérale sur les fonds de placement du 1^{er} juillet 1966 et des art. 1 ss de la loi genevoise d'application de la loi fédérale sur les fonds de placement. (AA 495)

G. Curtin, juge

Eisenbergwerk Gonzen AG, Sargans

Herabsetzung des Grundkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Eisenbergwerk Gonzen AG in Sargans hat die Herabsetzung des Aktienkapitals von Fr. 1 Mio. um Fr. 500.000.— auf Fr. 500.000.— durch Rückzahlung zum Nominalwert und Annullierung von 500 Aktien à Fr. 1000.— beschlossen.

Die Forderungen der Gläubiger sind laut Bericht der Schweizerischen Revisionsgesellschaft AG, St. Gallen, trotz dieser Kapitalherabsetzung voll gedeckt.

Die Gläubiger der Gesellschaft können binnen zwei Monaten, von der dritten Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt an gerechnet, unter schriftlicher Anmeldung für ihre Forderungen Befriedigung oder Sicherstellung verlangen. (AA 491¹)

7320 Sargans, den 29. September 1970

Eisenbergwerk Gonzen AG, Sargans
für die Verwaltung: E. Eugster

Oranis AG, Zürich

Herabsetzung des Grundkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR

Zweite Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre vom 22. September 1970 hat die Herabsetzung des Aktienkapitals von Fr. 200.000.— auf Fr. 50.000.— durch Rückzahlung und Vernichtung von 150 Aktien à Fr. 1000.— beschlossen.

Allfällige Gläubiger, die Befriedigung oder Sicherstellung ihrer Forderungen verlangen, wollen sich innert 2 Monaten, von der dritten Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt an gerechnet, mit der Verwaltung der Gesellschaft in Verbindung setzen. (AA 492²)

8027 Zürich, 2. Oktober 1970

Oranis AG

Antania SA, en liquidation, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux articles 742 et 745 CO

Troisième publication

L'Assemblée générale extraordinaire du 24 septembre 1970 a décidé la dissolution et l'entrée en liquidation de la Société.

Les créanciers de la Société sont invités à produire leurs créances en mains du liquidateur, Monsieur Maurice Gouy, 15, boulevard des Philosophes, 1205 Genève, d'ici au 31 octobre 1970. (AA 488¹)

1205 Genève, 7 octobre 1970

Lc liquidateur

Flendrex SA, en liquidation, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux articles 742 et 745 CO

Troisième publication

L'Assemblée générale extraordinaire du 24 septembre 1970 a décidé la dissolution et l'entrée en liquidation de la Société.

Les créanciers de la Société sont invités à produire leurs créances en mains du liquidateur, Monsieur Maurice Gouy, 15, boulevard des Philosophes, 1205 Genève, d'ici au 31 octobre 1970. (AA 489¹)

1205 Genève, le 7 octobre 1970

Le liquidateur

Mitteilungen Communications Comunicazioni

Loi fédérale

sur la garantie contre les risques de l'investissement

(Du 20 mars 1970)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu les articles 31bis, 2^e alinéa, et 64bis de la constitution; vu le message du Conseil fédéral du 10 septembre 1969, arrête:

I. Champ d'application et définitions

Article premier. Principe. La Confédération peut faciliter les investissements à l'étranger en accordant des garanties contre certains risques.

Les garanties seront, en principe, limitées aux investissements effectués dans des pays en voie de développement. Les investissements doivent contribuer à promouvoir l'économie des pays en voie de développement et être en relation étroite avec l'économie suisse. Ils ne doivent pas être contrairement aux intérêts généraux de la Suisse.

L'octroi de la garantie peut être subordonné à l'existence d'un accord sur la protection des investissements conclu avec l'Etat où l'investissement aura lieu.

Art. 2. Montant maximum des engagements de la Confédération. Le montant maximum des engagements totaux que peut prendre la Confédération au titre de la garantie est fixé par l'Assemblée fédérale dans un arrêté fédéral de portée générale non soumis au référendum.

Art. 3. Définition des investissements. Sont considérés comme investissements au sens de la présente loi:

- Les capitaux de participation, sous forme de participations ainsi que d'apports en capitaux et d'apports en nature, dans des sociétés, des établissements industriels ou d'autres installations commerciales;
- Les capitaux prêtés sous forme de crédits, de prêts et d'emprunts.

Les revenus provenant de capitaux de participation et de capitaux prêtés peuvent être inclus dans la garantie accordée pour le capital.

Les emprunts émis en Suisse et qui sont en rapport étroit avec l'économie suisse peuvent être l'objet de la garantie; le Conseil fédéral peut édicter des dispositions particulières à leur sujet.

Le Conseil fédéral peut assimiler les sûretés, cautionnements et autres engagements semblables à des capitaux prêtés.

Art. 4. Bénéficiaire de la garantie. La garantie ne peut être accordée:

- Qu'à des personnes physiques de nationalité suisse et domiciliées en Suisse;
- Qu'à des personnes morales ou des sociétés de personnes sans personnalité juridique mais capables de posséder un patrimoine, dans lesquelles des ressortissants suisses ont un intérêt prépondérant et qui ont leur siège en Suisse;
- A titre exceptionnel, à des personnes ou des sociétés de personnes qui ne remplissent qu'une des deux conditions exigées sous les lettres a ou b ci-haut, mais sont en relation étroite avec l'économie suisse.

Art. 5. Risques couverts. Le Conseil fédéral décide quels sont ceux des risques mentionnés ci-dessous qui peuvent être inclus dans la garantie lorsqu'il s'agit de capitaux de participation, de capitaux prêtés ou de revenus, à savoir:

- Les événements politiques ou les mesures prises par l'Etat dans le pays où a lieu l'investissement, si ces circonstances:
 - Conduisent au retrait des droits ou des biens, ou ont des répercussions équivalentes à un tel retrait;
 - Provoquent la destruction ou la détérioration des biens;
 - Mettent le destinataire des capitaux dans l'impossibilité de remplir ses engagements contractuels ou le bénéficiaire de la garantie dans l'impossibilité de disposer de ses avoirs; notamment d'en opérer le transfert;
- L'insolvabilité ou le refus de payer des destinataires des capitaux ou des garants suivants: les Etats, leurs subdivisions politiques, leurs collectivités locales, d'autres collectivités de droit public ou institutions ainsi que les entreprises de droit privé qui appartiennent totalement ou de manière prépondérante à des personnes morales de droit public ou qui remplissent des tâches d'intérêt public.

II. Ampleur et octroi de la garantie

Art. 6. Limite supérieure. Lorsqu'il s'agit de capitaux de participation ou de capitaux prêtés, la garantie s'élève au maximum à 70 pour cent de la somme investie.

Le Conseil fédéral fixe la limite supérieure pour la garantie des revenus.

Art. 7. Durée. La garantie peut être accordée pour une durée allant jusqu'à quinze ans. Dans des cas exceptionnels, cette durée peut être dépassée. Le début de la garantie se détermine conformément à l'article 12.

Art. 8. Revision et renonciation. Le bénéficiaire de la garantie peut demander à la fin de chaque année de garantie que le montant garanti soit réduit ou que la garantie soit supprimée.

Art. 9. Réduction de la garantie. La garantie accordée pour le capital de participation se réduit annuellement d'un pourcentage qui sera fixé lors de l'octroi de la garantie. Ce pourcentage s'élève, en règle générale, au moins à 5 pour cent du capital initial garanti.

La réduction de la garantie débute, au plus tôt, une année après l'investissement. Ce délai peut être porté à cinq ans au maximum en cas de circonstances particulières.

Art. 10. Emoluments. Le bénéficiaire de la garantie paiera un émoulement pour toute la durée de la garantie. Il s'en acquittera par des versements partiels annuels.

Le Conseil fédéral fixe le tarif des émoluments. Ceux-ci doivent, dans la mesure du possible, couvrir l'ensemble des dépenses prévisibles pour le versement des indemnités et les frais d'administration.

L'émoulement sera déterminé en fonction du genre de risques couverts, de la somme garantie et de la durée de la garantie.

Les excédents d'émoluments seront portés en compte de réserve pour la garantie contre les risques de l'investissement. Cette réserve servira en premier lieu à couvrir des cas de dommages.

Art. 11. Octroi de la garantie. La garantie est accordée sur le vu d'une demande motivée qui doit être présentée avant que l'investissement soit opéré.

Art. 12. Début de la garantie. La garantie prend effet dès que la décision est exécutoire et que le paiement du premier émoulement partiel a eu lieu.

Si l'investissement subit un retard sans que le délai fixé soit dépassé et si le bénéficiaire de la garantie a déjà versé les émoluments partiels échus, le début de la garantie pourra, à la demande du bénéficiaire, être fixé à une nouvelle date.

Art. 13. Conditions et obligations. La garantie peut être assortie de restrictions, conditions et obligations.

Art. 14. Ayant cause. Les obligations du bénéficiaire de la garantie passent, par analogie, à son ayant cause.

La garantie ne peut être cédée qu'avec la participation ou la créance. La cession de la garantie est soumise à une autorisation qui peut être subordonnée à des conditions et à des obligations.

Art. 15. Extinction. La garantie s'éteint:

- Après expiration du délai dans lequel l'investissement aurait dû être fait, ce délai n'ayant pas été utilisé;
- Si le délai donné pour le paiement arriéré de la part annuelle d'émoulement vient à échéance sans être utilisé;
- Par la réalisation d'une condition résolutoire;
- Après expiration de la durée de la garantie.

Art. 16. Révocation. La garantie doit être révoquée avec effet à la date de la décision d'octroi, si elle a été obtenue au moyen d'indications fausses ou incomplètes. Les poursuites pénales sont réservées.

La garantie peut être révoquée;

- Si une des conditions sur lesquelles elle repose n'existe pas ou a cessé d'exister ultérieurement;
- Si une obligation y afférente n'a pas été exécutée;
- Si elle a été cédée sans autorisation.

III. Exécution de la garantie

Art. 17. Obligations du bénéficiaire de la garantie. Le bénéficiaire de la garantie est tenu de prendre toutes les précautions qui peuvent être exigées de lui pour éviter un dommage, en réduire la portée et obtenir la réparation.

En cas de dommage, le bénéficiaire de la garantie est tenu d'en informer immédiatement l'office de gestion et de lui fournir tous les renseignements nécessaires à l'examen du cas ainsi que tous les documents y afférents qu'il aura pu se procurer. La même obligation lui incombe si le dommage se réduit ultérieurement.

Le bénéficiaire de la garantie est également tenu, après le paiement de l'indemnité, de prendre toutes les mesures propres à diminuer et à réparer le dommage, notamment de continuer à faire valoir ses droits à la réparation du dommage, et en cas de renonciation au maintien de l'exploitation d'une entreprise, de réaliser, aux meilleures conditions possibles, les biens qui existent.

Art. 18. Fixation de l'indemnité. Le dommage sera constaté et l'indemnité sera fixée, lorsque le bénéficiaire de la garantie aura exposé de façon convaincante qu'en dépit de tous les efforts qu'on est en droit d'attendre de lui, il ne lui a pas été possible de recouvrer ses avoirs ou d'obtenir une réparation appropriée et effective.

Le paiement de l'indemnité peut être subordonné à la condition que le bénéficiaire de la garantie cède ses droits à la Confédération jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité. Le bénéficiaire de la garantie est tenu, si la Confédération le lui demande, de prêter sa collaboration à la gestion et à la vente des biens cédés à la Confédération.

L'indemnité sera refusée ou réduite si le bénéficiaire de la garantie ou le destinataire privé des capitaux est entièrement ou en partie responsable du dommage.

Art. 19. Paiement de l'indemnité. L'indemnité devient exigible dès que la décision est exécutoire; elle sera payée dans les soixante jours qui suivent l'exigibilité.

Art. 20. Restitution. L'indemnité sera restituée:

- Lorsqu'elle a été indûment touchée;
- Lorsque la cause qui en a motivé le versement a cessé d'exister;
- Dans la mesure où le dommage s'est par la suite réduit.

La créance que possède la Confédération envers celui qui est tenu de restituer l'indemnité devient exigible au moment de sa naissance; elle portera intérêt à l'expiration d'un délai de soixante jours. Le taux d'intérêt sera de 2 pour cent plus élevé que le taux d'escompte officiel de la Banque nationale suisse.

IV. Autorités et procédure

Art. 21. Département de l'économie publique. Le Département de l'économie publique est chargé de l'exécution de la présente loi sous la surveillance du Conseil fédéral, en tant que ladite exécution n'incombe pas à la commission ou à l'office de gestion. Il statue, en accord avec le Département politique et le Département des finances et des douanes, sur:

- L'octroi de la garantie;
- Le retrait de la garantie;
- La fixation et le paiement de l'indemnité;
- La demande de remboursement d'une indemnité payée.

Art. 22. Commission, organisation et procédure. Le Conseil fédéral institue une commission pour la garantie contre les risques de l'investissement. Il nomme les six membres ordinaires, trois d'entre eux représentant la Confédération et trois l'économie. Il nomme en outre les suppléants, le président et le vice-président qui remplace le président en cas d'empêchement de ce dernier.

La commission prend ses décisions à la majorité simple; le président départage les voix.

La commission peut, pour ses délibérations, faire appel à d'autres représentants de l'administration ou de l'économie en qualité d'experts. Lorsque la commission statue, les dispositions générales de la procédure administrative fédérale sont au demeurant applicables.

Le Conseil fédéral désigne en outre l'office de gestion. Ce dernier est chargé du secrétariat de la commission.

Art. 23. Compétence. L'office de gestion procède à un premier examen des affaires et les soumet ensuite, avec son rapport, à la commission.

La commission statue sur

- Le refus de la garantie;
- L'autorisation de céder la garantie;
- L'extinction de la garantie;
- La restitution de l'émoulement.

La commission examine toutes les autres affaires qui résultent de l'application de la présente loi et fait à ce sujet rapport au Département de l'économie publique auquel elle soumet ses propositions.

Art. 24. Droit de recours. Les décisions de la commission peuvent être attaquées par voie de recours devant le Département de l'économie publique.

Les dispositions générales sur la juridiction administrative fédérale sont applicables à ces recours de même qu'aux recours contre le Département de l'économie publique.

Art. 25. Dispositions pénales. Celui qui, par des indications fausses ou incomplètes, aura obtenu pour soi-même ou pour un tiers l'octroi d'une garantie ou le paiement d'une indemnité,

celui qui n'annonce pas ou n'annonce qu'incomplètement à la Confédération une diminution des dommages intervenue ultérieurement, sera, s'il n'a pas commis d'infraction pour laquelle une peine plus grave est prévue, puni de l'emprisonnement pour un an au plus ou d'une amende.

Celui qui, après le paiement de l'indemnité, ne prend pas toutes les mesures utiles en vue de la diminution ou de la réparation des dommages conformément à l'article 27, 3^e alinéa, ou qui contrevient à des instructions qui, en vertu de l'article 18, 2^e alinéa, seconde phrase, lui sont adressées personnellement sous peine de sanction en cas d'insubordination, sera puni d'une amende de 15 000 francs au plus. Les contraventions se prescrivent par cinq ans.

L'infraction commise à l'étranger est aussi punissable.

Si une infraction a été commise dans l'exploitation ou dans la gérance des affaires d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, d'une entreprise individuelle, ou dans l'exercice d'une activité commerciale ou professionnelle en faveur d'un tiers, les dispositions pénales sont applicables aux personnes qui ont commis l'acte.

La personne morale, la société ou l'entreprise individuelle est solidairement responsable, avec l'auteur, du paiement de l'amende et des frais, à moins que l'organe responsable de la gestion n'établisse qu'il a mis tout le soin nécessaire pour que l'auteur observe les prescriptions. Cette disposition est applicable par analogie aux groupements de personnes sans personnalité juridique, au mandant et au représenté. Les personnes solidairement responsables ont, dans la procédure, les mêmes droits que l'inculpé.

La poursuite pénale et le jugement des infractions sont soumis à la juridiction cantonale.

V. Dispositions finales et transitoires

Art. 26. Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. Il édicte les dispositions d'exécution.

La présente loi ne s'applique qu'aux investissements opérés après son entrée en vigueur.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.

Berne, le 20 mars 1970

Le président, Paul Torche
le secrétaire, Sauvay

Ainsi arrêté par le Conseil national.

Berne, le 20 mars 1970

Le président, M. Egenberger
Le secrétaire, Hufschmid

Le Conseil fédéral arrête:

La loi fédérale ci-dessus, publiée le 26 mars 1970, sera insérée dans le Recueil des lois fédérales et entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1970.

Berne, le 2 septembre 1970

Par ordre du Conseil fédéral suisse:
Le chancelier de la Confédération, Huber

234. 7. 10. 70

Ordonnance d'exécution

de la loi fédérale sur la garantie contre les risques de l'investissement

(Du 2 septembre 1970)

Le Conseil fédéral suisse, vu les articles 5, 6, 10 et 26 de la loi fédérale du 20 mars 1970 sur la garantie contre les risques de l'investissement, arrête:

I. Objet de la garantie

Article premier. Risques couverts. Les risques au sens de l'article 5 de la loi sont, en ce qui concerne les capitaux de participation, principalement les suivants:

- Les risques de nationalisation et de saisie

- la nationalisation et les autres expropriations;
- la saisie d'une durée supérieure à deux ans;
- les mesures étatiques dont les conséquences doivent être assimilées à une expropriation ou qui conduisent à une restriction telle de la libre disposition des biens qu'à la longue l'entreprise ne peut plus être gérée sans pertes et que la participation doit, de ce fait, être considérée comme perdue;
- la saisie ou l'interdiction de transfert du produit d'une liquidation à laquelle on aura dû procéder en raison d'un danger manifeste d'expropriation, lorsque la saisie ou l'interdiction de transfert dure plus de deux ans.

- Le risque de guerre

Les événements tels que guerre, annexion, révolution et troubles civils dans le pays où l'investissement a été effectué, à la suite desquels les biens matériels ont été détruits totalement ou endommagés de manière telle qu'à la longue l'entreprise, ou une partie de celle-ci, ne peut plus être gérée sans pertes et qu'en conséquence la participation doit être considérée comme totalement ou partiellement perdue.

- Le risque de transfert

Les interdictions de transfert et les moratoires qui s'appliquent:

- 1^o A des indemnités pour dommages de guerre ou expropriation payées dans l'Etat où l'investissement a été effectué, si les montants concernant ces indemnités n'ont pu être transférés depuis plus de deux ans;
- 2^o Au produit de la vente d'une participation, si l'Etat, dans lequel le placement a été opéré, exige par la suite cette vente.

Les risques au sens de l'article 5 de la loi sont, en ce qui concerne les revenus des capitaux de participations, les suivants: les interdictions de transfert, les moratoires et les restrictions ultérieures touchant des paiements et des versements, si les revenus ont été bloqués pendant plus d'une année. La décision de garantie peut prévoir un autre délai. Ne sont pas couvertes les pertes de cours de change qui surviennent dans les deux premiers mois après le versement, dans le pays où a eu lieu l'investissement, d'une somme destinée à être transférée. Si ce versement n'est pas possible, le délai court dès la présentation de la demande de transfert.

Art. 2. Les risques au sens de l'article 5 de la loi sont, en ce qui concerne les capitaux prêtés et leurs intérêts principalement les suivants:

- Des mesures étatiques telles que les interdictions de transfert, les moratoires, les limitations ultérieures de versements, qui mettent les débiteurs privés dans l'impossibilité de remplir leurs engagements contractuels ou ne permettent plus aux bénéficiaires de la garantie de disposer librement de leurs avoirs. Ne sont pas couvertes les pertes de cours de change qui surviennent dans les deux premiers mois suivant le versement, dans le pays où a eu lieu l'investissement, d'une somme destinée à être transférée. Si ce versement n'est pas possible, le délai court dès la présentation de la demande de transfert.

- L'insolvabilité ou le refus de payer de débiteurs mentionnés à l'article 5, lettre b, de la loi.

Si l'Etat dans lequel l'investissement a été effectué n'accorde pas de garantie de paiement en faveur d'un débiteur privé, la couverture du risque peut être accordée;

- Pour le cas où le nouveau propriétaire d'une entreprise expropriée refuserait de rembourser le capital prêté;
- Pour le cas où l'entreprise, du fait de mesures assimilables à l'expropriation ou en raison d'événements tels que guerre, annexion, révolution et troubles civils dans le pays où l'investissement a eu lieu, aurait subi un dommage tel qu'un remboursement échû du capital apparaisse par conséquent totalement ou partiellement impossible pour une durée supérieure à un an.

Art. 3. Restrictions de la garantie. Dans des cas particuliers, certains risques peuvent être totalement ou partiellement exclus.

La garantie pour les revenus provenant de capitaux de participation est limitée, pour toute la durée de la garantie, à 24 pour cent du capital soumis à la garantie. La décision de garantie limitera à un pourcentage adéquat le revenu qui sera annuellement couvert par la garantie.

Si la décision de garantie n'en dispose pas autrement, les indemnités inférieures à 5000 francs ou à 2 pour cent de la valeur calculée pour l'octroi de la garantie ne sont pas versées.

II. Procédure

Art. 4. Présentation des demandes. Les demandes de garantie doivent être présentées à l'office de gestion sur la formule délivrée par celui-ci. Le requérant doit répondre de façon véridique à toutes les questions.

Art. 5. Communication et contenu de la décision. Les décisions de la commission et du Département de l'économie publique sont communiquées au requérant par la Division du commerce du Département de l'économie publique.

La décision mentionnera les restrictions, conditions et obligations auxquelles la garantie a, le cas échéant, été subordonnée.

La décision impartira, en règle générale, un délai d'un an au bénéficiaire de la garantie pour procéder à l'investissement qui est l'objet de la garantie. Ce délai peut être prolongé sur demande, lorsque les motifs invoqués le justifient. Si le délai expire sans être utilisé, la garantie s'éteint.

Art. 6. Demande sur la question de principe. Avant de présenter une demande de garantie, l'intéressé peut déterminer si et sous quelles conditions la commission serait prête, en principe, à proposer l'octroi d'une garantie.

Une réponse affirmative de la commission est valable pour neuf mois, pour autant que la situation demeure inchangée. Un autre délai peut toutefois être fixé.

Art. 7. Obligation de fournir des renseignements. Le bénéficiaire de la garantie est tenu de fournir, de façon véridique, aux autorités chargées d'exécuter la loi, les renseignements et pièces justificatives requis concernant l'investissement qui fait l'objet de la garantie. En cas de dommages, il doit en outre, dans la mesure où cela est nécessaire pour juger le cas, tenir ses livres à la disposition de l'office de gestion pour communication à l'autorité compétente. Si le bénéficiaire n'est pas lui-même l'investisseur, ces renseignements peuvent être exigés de l'investisseur effectif.

III. Émoluments

Art. 8. Calcul. L'émolument à verser par le bénéficiaire de la garantie est calculé aux taux fixés dans la décision de garantie en fonction du montant garanti au début de l'année de garantie.

Par année ou fraction d'année, il est de

1,25 pour cent du montant garanti des capitaux de participation,
1,25 pour cent du montant garanti des capitaux prêtés,
4,00 pour cent du montant garanti du revenu annuel.

Pour la couverture des risques selon l'article 2, 2^e alinéa, l'émolument s'augmente de 0,5 pour cent du montant garanti des capitaux prêtés.

Ces taux doivent être réduits de façon adéquate lorsque certains risques ont été totalement ou partiellement exclus conformément à l'article 3, 1^{er} alinéa, de la présente ordonnance. Pour certains investissements comportant de gros risques, les taux des émoluments peuvent être augmentés jusqu'à concurrence du double.

Art. 9. Échéance et délai de paiement. Les émoluments partiels annuels sont échus à la date fixée dans la décision de garantie.

Ils doivent être payés dans les trente jours. Si le paiement n'est pas effectué en temps voulu, un délai supplémentaire de dix jours est accordé, au terme duquel la garantie s'éteint, si le versement n'a pas eu lieu.

Art. 10. Adaptation pendant la durée de garantie de l'émolument partiel annuel. Avant le début d'une année de garantie, le bénéficiaire de la garantie est tenu d'annoncer le capital encore investi et les revenus attendus pour l'année en question. L'office de gestion lui remet le compte des émoluments payables à leur échéance.

Le compte des émoluments sera rectifié après expiration de l'année de garantie si les revenus effectifs diffèrent des revenus annoncés.

Art. 11. Utilisation des émoluments. Les recettes provenant des émoluments servent à couvrir les dépenses occasionnées à la Confédération par l'exécution de la loi, à savoir le dédommagement des pertes ainsi que les frais de l'office de gestion et de la commission. Sont également utilisées à cet effet les recettes provenant de versements effectués par les bénéficiaires de la garantie en vue de rembourser des dédommagements reçus pour des pertes.

IV. Dommages

Art. 12. Obligations du bénéficiaire de la garantie. Les précautions à prendre suivant l'article 17, 1^{er} alinéa, de la loi comprennent toutes les mesures propres à éviter ou à réduire les dommages selon les règles d'une gestion prudente.

S'il y a notamment danger d'un dommage imminent, le bénéficiaire de la garantie prendra sans retard toutes les mesures qui s'imposent et qui peuvent raisonnablement être exigées de lui pour prévenir ou réduire le dommage. Au besoin, il fera appel, en temps utile, aux concours des autorités fédérales et des représentations compétentes de la Suisse à l'étranger.

Art. 13. Examen de la situation en cas de dommage. L'office de gestion examine la situation de fait et établit si le bénéficiaire de la garantie s'est acquitté de ses obligations. Il fait rapport à la commission sur les résultats de son enquête.

La commission examine si et dans quelle mesure le dommage doit être couvert et soumet ensuite le cas avec un rapport et sa proposition au Département de l'économie publique.

Art. 14. Frais de recouvrement. La Confédération contribue dans les limites de sa garantie aux frais qui résultent, pour le bénéficiaire de la garantie, des dispositions prévues aux articles 17, 3^e alinéa, et 18, 2^e alinéa, de la loi.

V. Dispositions finales

Art. 15. Tous les jugements pénaux et ordonnances de non-lieu rendus jusqu'au 31 décembre 1974 en application de la loi doivent être immédiatement communiqués, en expédition intégrale sans frais, au Ministère public de la Confédération. Après la date précitée, cette obligation sera régie par l'arrêté du Conseil fédéral réglant la communication des décisions prises en application du code pénal et d'autres dispositions du droit fédéral.

Art. 16. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} octobre 1970.

234. 7. 10. 70

Bundesratsbeschluss

betreffend Aenderung des Bundesratsbeschlusses
über die Erhebung von Preiszuschlägen auf Futtermitteln
(Vom 28. September 1970)

Der Schweizerische Bundesrat beschliesst:

I

In Artikel 1 des Bundesratsbeschlusses vom 22. Juni 1970 über die Erhebung von Preiszuschlägen auf Futtermitteln werden die Preiszuschläge auf nachstehenden Waren wie folgt neu festgesetzt:

Zolltarif-Nr.	Warenbezeichnung	Preiszuschlag je 100 kg Verzehrlungsgewicht Fr.
ex 0705.10/14	Hülsenfrüchte: — zu Futterzwecken — zu technischen, Mahl- und Schälzwecken — zur Suppenfabrikation	4.— 1.— 1.—
1001.12	Weizen und Mengkorn, denaturiert: — zu Futterzwecken — zu technischen Zwecken	2.— 1.—
1002.12	Roggen, denaturiert: — zu Futterzwecken — zu technischen Zwecken	5.— 1.—
ex 1003.01	Gerste: — zu Futterzwecken — zu Speisezwecken — als Spitzmalz oder zur Spitzmalzfabrikation — zu technischen Zwecken	8.— 5.60 3.20 1.—
ex 1004.01	Hafer: — zu Futterzwecken — zu Speisezwecken	3.— 2.10
ex 1005.01	Mais: — zu Futterzwecken — zu Speisezwecken	3.— 1.50
ex 1006.10/20	Rohreis, Bruchreis, nicht denaturiert oder denaturiert, zu Futterzwecken	2.—
ex 1007.01	Buchweizen, Hirse, Kanariensaat, Sorghum- saat und Darr; anderes Getreide: — zu Futterzwecken: vorratspflichtig nicht vorratspflichtig — zu Speise- oder technischen Zwecken	12.— 12.— 4.— 5.50 2.—
ex 1101.12	Maismehl zu Futterzwecken	12.—
ex 1101.14	Reismehl zu Futterzwecken	12.—
ex 1101.16	Mehl aus Gerste, Hafer oder aus Getreidearten der Nummer 1007, zu Futterzwecken	12.—
1101.30	Futtermehl, denaturiert	16.—
ex 1102.10	Grütze, Griess usw. aus Gerste oder Hafer, zu Futterzwecken	12.—
ex 1102.10	Gerste, geschält, zu Speisezwecken	5.30
ex 1102.10	Hafer, geschält, zu Speisezwecken	1.90
ex 1102.14/22	Grütze, Griess usw. aus Mais oder Reis, zu Futterzwecken	12.—
1102.30	Getreidekeime zu Futterzwecken oder zur Oelgewinnung	12.—
ex 1106.10	Mehl und Griess aus Manihotwurzeln, in Behältern von über 5 kg	12.—
ex 1203.20	Samen von Wicken und Lupinen zu Futterzwecken	4.—
2302.01	Kleie und andere Bearbeitungsrückstände: — von Getreide, denaturiert — andere	11.— 3.—
ex 2303.01	Ausgelaugte Rübenschnitzel, Bagasse, Treber, Rückstände der Stärkeherstellung usw., zu Futterzwecken: — Maispülpe, Maiseschlempe — andere	6.— 8.—

II

Die Preiszuschläge gemäss Ziffer I sind auf allen Einfuhren zu erheben, die nach dem Inkrafttreten dieses Beschlusses zur Verzollung abgenommen werden.

III

Dieser Beschluss tritt am 1. Oktober 1970 in Kraft.
Die aufgehobenen Vorschriften bleiben auf alle während ihrer Geltungsdauer eingetretenen Tatsachen anwendbar.
Die Schweizerische Genossenschaft für Getreide und Futtermittel wird mit dem Vollzug beauftragt.

Arrêté du Conseil fédéral

modifiant celui qui concerne la perception
de suppléments de prix sur les denrées fourragères

(Du 28 septembre 1970)

Le Conseil fédéral suisse arrête:

I

Les suppléments de prix grevant les marchandises ci-après, qui figurent à l'article premier de l'arrêté du Conseil fédéral du 22 juin 1970 concernant la perception de suppléments de prix sur les denrées fourragères, sont fixés à nouveau comme il suit:

Número du tarif douanier	Denrées	Par 100kg (poids faisant foi pour le dédouanement) Fr.
ex 0705.10/14	Légumes à cosse: — pour l'affouragement — pour usages techniques, pour la mouture ou la décortication — pour la fabrication de potages	4.— 1.— 1.—
1001.12	Froment et méteil, dénaturés: — pour l'affouragement — pour usages techniques	2.— 1.—
1002.12	Seigle, dénaturé: — pour l'affouragement — pour usages techniques	5.— 1.—
ex 1003.01	Orge: — pour l'affouragement — pour l'alimentation humaine — légèrement germée ou destinée à subir un commencement de germination — pour usages techniques	8.— 5.60 3.20 1.—
ex 1004.01	Avoine: — pour l'affouragement — pour l'alimentation humaine	3.— 2.10
ex 1005.01	Mais: — pour l'affouragement — pour l'alimentation humaine	3.— 1.50
ex 1006.10/20	Riz brut, brisures de riz, dénaturées ou non, pour l'affouragement	2.—
ex 1007.01	Sarrasin, millet, alpiste, graines de sorgho et dari; autres céréales: — pour l'affouragement: sujettes au stockage obligatoire non sujettes au stockage obligatoire — pour l'alimentation humaine ou pour usages techniques	4.— 5.50 2.—

ex 1101.12	Farine de maïs pour l'affouragement	12.—
ex 1101.14	Farine de riz pour l'affouragement	12.—
ex 1101.16	Farine d'orge, d'avoine ou de céréales du n° 1007, pour l'affouragement	12.—
1101.30	Farine fourragère, dénaturée	16.—
ex 1102.10	Gruaux, semoules, etc., d'orge ou d'avoine, pour l'affouragement	12.—
ex 1102.10	Orge, mondé, pour l'alimentation humaine	5.30
ex 1102.10	Avoine, décortiquée, pour l'alimentation humaine	1.90
ex 1102.14/22	Gruaux, semoules, etc., de maïs ou de riz, pour l'affouragement	12.—
1102.30	Germes de céréales pour l'affouragement ou pour l'extraction de l'huile	12.—
ex 1106.10	Farines et semoules de racines de manioc, en récipients de plus de 5 kilos	12.—
ex 1203.20	Graines de vesces et de lupin pour l'affouragement	4.—
2302.01	Sons et autres résidus dérivés du traitement: — de céréales, dénaturées — autres	11.— 3.—
ex 2303.01	Pulpes de betteraves épuisées, bagasses, drèches, résidus d'amidonnerie, etc., pour l'affouragement: — pulpes de maïs, vinasses séchées de maïs — autres	6.— 8.—

II

Les suppléments de prix prévus au chiffre I sont applicables à toutes les marchandises dont la déclaration en douane est acceptée à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

III

Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1970.
Les faits qui se sont produits sous l'empire des dispositions abrogées demeurent régis par elles.
La Société coopérative suisse des céréales et matières fourragères est chargée de l'exécution. 234. 7. 10. 70

Ghana

Zollvorschriften

Mit dem «Customs and excise tariff (amendment) act, 1970» vom 8. September 1970 haben die ghanesischen Behörden mit Wirkung ab 25. August 1970 die Zölle für verschiedene Waren geändert. Soweit die neuen Ansätze die schweizerische Exportindustrie interessieren, sind sie in den nachstehenden Listen wiedergegeben.

Ghana

Prescriptions douanières

Selon le «Customs and excise tariff (amendment) act, 1970» du 8 septembre 1970, les autorités du Ghana ont modifié avec effet au 25 août 1970 le droit de douane pour diverses marchandises. En tant que les nouveaux taux présentent de l'intérêt pour l'industrie suisse d'exportation, ils sont reproduits dans les listes ci-après.

First Schedule—Import Duties

Tariff No.	A.—General Rates Commodity Description	Rate of Duty
16.02	Other prepared or preserved meat or meat offal	7Np per lb
33.01	Essential oils (terpenes or not); concretes and absolutes; resinoids	33½%
33.02/03	Terpenic by-products of the deterpenation of essential oils; concentrates of essential oils in fats, in fixed oils, or in waxes or the like, obtained by cold absorption or by maceration	33½%
33.04	Mixtures of two or more odoriferous substances (natural or artificial) and mixtures (including alcoholic solutions) with a basis of one or more of these substances, of a kind used as raw materials in the perfumery, food, drink or other industries: A. Containing ethyl alcohol	the gal. NC49.00 33½%
33.05	B. Other Aqueous distillates and aqueous solutions of essential oils, including such products suitable for medical uses	33½%
38.11	Disinfectants, insecticides, fungicides, weed-killers, antisprouting products, rat poisons and similar products, put up in form or packing for sale by retail or as articles (for example sulphur-treated bands, wicks, candles, fly-papers)	20%
51.04	Woven fabrics of man-made fibres (continuous) including woven fabrics of monfil or strip of heading 51.01 or 51.02/03	100%
53.06/10	Yarn of sheep's or lamb's wool or horse hair or of other animal hair: A. Not put up for retail sale	15Np per lb or 30% 50%
55.05	B. Put up for retail sale Cotton yarns not put up for retail sale	15Np per lb or 30%
55.07/09	Woven fabrics of cotton A. Tery towelling B. Other	100% 100%
56.05	Yarn of man-made fibres (discontinuous or waste) not put up for retail sale	15Np per lb or 30%
56.07	Woven fabrics of man-made fibres (discontinuous or waste)	100%
60.01	Knitted (including interlock) or crocheted fabric not elastic nor rubberised	100%
60.03	Stockings, under stockings, socks, ankle socks, babies' booties, sockettes and the like, knitted or crocheted, not elastic nor rubberised	100%
60.04	Under garment, knitted or crocheted not elastic nor rubberised	100%
60.05	Outer garments and other articles knitted or crocheted, not elastic nor rubberised: A. Cardigans, jerseys, pullovers, waist coats, dressing gowns and shirts B. Bathing costumes C. Other	100% 100% 100%
60.06	Knitted or crocheted fabric and articles thereof, elastic or rubberised (including elastic knee caps and elastic stockings): A. Fabric B. Stockings C. Other	100% 100% 100%

Tariff No.	Commodity Description	Rate of Duty
61.01/02	Men's, boys', women's, girls' and infants' outer garments	100%
A. Sarongs		
B. Aprons, housecoats, overalls and similar protective garments, waistcoats, dressing gowns and shirts		100%
C. Bathing costumes		100%
D. Jackets, trousers (including jodhpurs and riding breeches) and slacks		100%
E. Other		100%
61.07	Ties, bowties and cravats	100%
73.12	Hoop and strip, of iron or steel, hot-rolled or cold-rolled	20%
76.02	Wrought bars, rods, angles, shapes and sections, of aluminium; aluminium wire	20%
76.03/04	Wrought plates, sheets and strip of aluminium, aluminium foil (whether or not embossed, cut to shape) perforated, coated, printed, or backed with paper or other reinforcing material	20%
85.03	Primary cells and primary batteries:	Free
A. Of a kind used solely in hearing aid		75%
B. Other		

First Schedule—Part B

1.—Goods Admissible at Concessionary Duty Rates when Imported by Manufacturers approved by the Comptroller

Tariff No.	Goods Manufactured	Description of Goods Imported	Rate of Duty
B.1	Textile fabrics and textile manufactures	Yarn, not put up for retail sale, Grey, unbleached	NC0.07 per lb or 15% whichever is the less
B.2	Travel goods (including suitcases, attache cases and the like)	All materials including fittings but excluding those falling within Heading No. 83.15 of Part A	15%

Tariff No.	Goods Manufactured	Description of Goods Imported	Rate of Duty
B.3	Cigarettes, cigars, snuff and other	Unmanufactured tobacco the lb and cut-rag tobacco provided that the Comptroller is satisfied that the cut-rag tobacco is imported for blending	Free
B.4	Agricultural implements and machinery	Materials of base metal approved by the Comptroller	Free
B.5	Galvanised barbed wire; copper, brass, aluminium and nylon mosquito proof gauze	Materials approved by the Comptroller to be used solely for the manufacture	Free
B.6	Pharmaceutical products	Inorganic and organic chemicals approved by the Comptroller	Free

2.—Goods Admitted Conditionally at Concessionary Duty Rate

Tariff No.	Description of Goods	Condition	Rate of Duty
B.201	Aircraft parts and accessories not particularly exempted in the second schedule	—	15%
B.205	Motorvehicle parts and accessories not falling within Tariff No. 87.05/06	Approved by the Comptroller	10%
B.206	Machinery plant and apparatus	Approved by the Comptroller	5%

- (1) for the generation, supply or transformation of electricity for power or commercial lighting;
(2) for industrial (including mining and dredging) purposes;
(3) for marine use

Second Schedule—Exemptions	
A.—Exemptions for Governments, Privileged Persons, Organisations and Institutions	
Tariff No.	Privileged Persons, Organisation or Institution
F.1	The President and the Prime Minister of Ghana All goods imported or purchased in Ghana by or for the use of the President and the Prime Minister of Ghana
F.14	Volta River Authority All goods imported for the official use of the Volta River Authority
F.15	Omnibus Services Authority All goods imported for the official use of the Omnibus Services Authority
B.—General Exemption	
Tariff No.	Tariff Description
F.62	Machinery, plant and apparatus Machinery, plant and apparatus approved by the Comptroller: (1) for agricultural or horticultural use and water supply (2) for Scientific purposes and research

234. 7. 10. 70

EFTA-Dokumentation

Die vollständige neue Sammlung (375 Seiten, Format A5, gelocht) inkl. 1. Nachtrag (September 1970) kann zum Preis von Fr. 16.— bezogen werden. Voreinzahlungen auf Postcheckkonto 30-520 Schweizerisches Handelsamtblatt, Bern.

Documentation AELE

La nouvelle documentation complète (382 pages, format A5) y compris le complément n° 1 (septembre 1970) est livrable au prix de Fr. 16.— Versement préalable au compte de chèques postaux 30-520 Feuille officielle suisse du commerce, Berne.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern.
Rédaction: Div. du commerce du Départ. féd. de l'économie publ., Berne.



SC. IWEIZERISCHE LUFTVERKEHR-AKTIENGESellschaft

6 1/2% Anleihe 1970 von Fr. 60 000 000

Anleihezweck	teilweise Deckung des künftigen Finanzbedarfs für die Beschaffung neuer Flugzeuge und der dazugehörigen Betriebseinrichtungen
Laufzeit	längstens 15 Jahre
Emissionspreis	99,40% + 0,60% halber eidg. Titelstempel = 100%
Lieferung	auf den 20. Oktober 1970
Kotierung	in Basel, Bern, Genf, Lausanne und Zürich

Von dieser Anleihe reserviert sich die SWISSAIR einen Betrag von Fr. 10 000 000. Die unterzeichneten Banken haben die verbleibenden Fr. 50 000 000 fest übernommen und legen sie in der Zeit vom

7. bis 13. Oktober 1970, mittags,

zur öffentlichen Zeichnung auf.

Sämtliche schweizerischen Geschäftsstellen der nachstehenden Banken nehmen Zeichnungen gespenfrei entgegen und halten Prospekte und Zeichnungsscheine zur Verfügung von Interessenten.

Schweizerische Kreditanstalt	
Schweizerische Bankgesellschaft	Schweizerischer Bankverein
Vereinigung der Genfer Privatbankiers	
Bank Leu AG	Schweizerische Volksbank
Ehinger & Cie.	Privatbank & Verwaltungsgesellschaft
	A. Sarasin & Cie.
Verband Schweizerischer Kantonalbanken	

J.R.GEIGY A.G.

Die Aktionäre werden hiermit eingeladen zur Teilnahme an der

ausserordentlichen Generalversammlung

auf Dienstag, den 20. Oktober 1970, vormittags 10 Uhr,
in den Festsaal der Schweizer Mustermesse in Basel
zur Beschlussfassung über die
Fusion der CIBA Aktiengesellschaft mit der J.R.Geigy A.G.

Traktanden:

1. Genehmigung des Fusionsvertrages mit der CIBA Aktiengesellschaft, Basel
2. Erhöhung des Grundkapitals von Fr. 92 000 000.— auf Fr. 147 200 000.— durch Ausgabe von 6000 Inhaberaktien und 270 000 Namenaktien im Nennwert von je Fr. 200.— sowie Erhöhung des Partizipationsscheinkapitals von Fr. 18 000 000.— auf Fr. 28 800 000.— durch Ausgabe von 54 000 Partizipationsscheinen im Nennwert von je Fr. 200.—
3. Änderung von Artikel 3, Absatz 1 der Statuten
4. Genehmigung von Artikel 5 des Statutenentwurfs der CIBA-GEIGY AG
5. Genehmigung des Statutenentwurfs der CIBA-GEIGY AG
6. Genehmigung der gleichzeitigen Durchführung des fusionsbedingten Titelumtausches und der Ausübung von Bezugsrechten
7. Feststellung der Auflösung der Gesellschaft
8. Anmeldung beim Handelsregister

Wir bitten die Aktionäre, möglichst zahlreich zu erscheinen oder sich vertreten zu lassen, damit die Beschlussfassung über die Vorschläge des Verwaltungsrates, für welche mindestens die Hälfte sämtlicher Aktien vertreten sein muss, erfolgen kann. Wird am 20. Oktober 1970 das gemäss Art. 17 der Statuten erforderliche Quorum nicht erreicht, so findet Montag, den 2. November 1970, um 15 Uhr, voraussichtlich am gleichen Ort, eine weitere ausserordentliche Generalversammlung statt, die dann über dieselben Traktanden der vorerwähnten Traktandenliste ohne Rücksicht auf die Zahl der vertretenen Aktien Beschlüsse fasst.

Zutrittskarten zur ausserordentlichen Generalversammlung können bis spätestens am 15. Oktober 1970 am Geschäftssitz der Gesellschaft oder bei den folgenden Banken: der Schweizerischen Kreditanstalt, Zürich, und deren Niederlassungen in der Schweiz, den Herren A. Sarasin & Cie, Basel, dem Bankhaus Ehinger & Cie, Basel, den Herren Lombard, Odier & Cie, Genf, bezogen werden. Als Legitimation zum Bezug der Karten gilt im Falle von Namenaktien der Eintrag ins Aktienregister, im Falle von Inhaberaktien die Hinterlegung der Aktientitel.

Die Zutrittskarten sind persönlich. Für eine allfällige weitere ausserordentliche Generalversammlung vom 2. November 1970 würden den Aktionären, die Zutrittskarten für die ausserordentliche Generalversammlung vom 20. Oktober 1970 verlangen, ohne besonderes Begehren am 21. Oktober 1970 neue Zutrittskarten zugestellt. Falls ein Aktionär wünscht, einen anderen Aktionär zu seiner Vertretung zu bevollmächtigen, wird er gebeten, sich des hierfür vorgesehenen Formulars zu bedienen. Namenaktionäre können nur durch Namenaktionäre vertreten werden.

Die Vorschläge des Verwaltungsrates mit Erläuterungen, der Fusionsvertrag sowie der Entwurf für die Statuten der CIBA-GEIGY AG liegen vom 1. Oktober 1970 an am Sitz der Gesellschaft in Basel zur Einsicht der Aktionäre auf.

In der Zeit vom 1. bis und mit 20. Oktober 1970, im Falle der Abhaltung einer weiteren ausserordentlichen Generalversammlung bis und mit 2. November 1970, werden keine Übertragungen von Namenaktien ins Aktienregister vorgenommen.

Basel, 1. Oktober 1970

Der Verwaltungsrat

MILUGA SA in Savosa TI

L'assemblea generale degli azionisti

è convocata per il giorno 11 dicembre 1970, alle ore 10.00, nello studio dell'amministratore, avv. Giuseppe Monti, via Ciseri 6, Lugano, con il seguente

Ordine del giorno:

- 1° Relazione dell'amministratore.
- 2° Relazione del revisore.
- 3° Discarico all'amministratore.
- 4° Messa in liquidazione della società.
- 5° Nomine liquidatori.
- 6° Eventuali.

Le azioni dovranno essere depositate presso l'avv. Giuseppe Monti, via Ciseri 6, Lugano, dieci giorni prima della data dell'assemblea.

L'amministratore unico: avv. G. Monti

KUNSTSTOFFE

Bedeutende Gruppe des Handels und der Produktion sucht massgebliche

Beteiligung an einem Kunststoffwerk

mit Produkten für den industriellen oder allgemeinen Bedarf.

Angebote unter Chiffre M 06-920 712 an Publicitas AG, 4000 Basel.

BETEILIGUNG

Impôt sur le chiffre d'affaires

Edition d'avril 1970

Les textes législatifs actuellement en vigueur en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires ont été publiés dans la Feuille officielle suisse du commerce. Ils sont réunis en une brochure de 40 pages qui peut être obtenue au prix de fr. 2.20 (port compris) moyennant versement préalable à notre compte de chèques postaux 30-520. Afin d'éviter des malentendus, on voudra bien ne pas confirmer la commande séparément.

Feuille officielle suisse
du commerce, 3000 Berne

LIFT AG, in Regensdorf ZH

Einladung an die Aktionäre zur ordentlichen Generalversammlung

auf Freitag, den 23. Oktober 1970, vormittags 10 Uhr, am Sitz der Gesellschaft in Regensdorf.

Traktanden:

1. Geschäftsbericht pro 1969.
2. Genehmigung der Gewinn- und Verlustrechnung 1969 sowie der Bilanz per 31. Oktober 1969.
3. Entlastung der Verwaltung.
4. Allfälliges.

Jahresbericht, Jahresabschluss pro 1969 und Bericht der Kontrollstelle liegen ab 13. Oktober 1970 am Geschäftssitz zur Einsichtnahme durch die Aktionäre auf.

Teilnahmeberechtigung gemäss Art. 689 OR (Vorlage des Titels oder der Depotbescheinigung einer Bank, die nicht älter ist als 5 Tage).

Regensdorf, den 2. Oktober 1970

Der Verwaltungsrat

Stellenangebote



Aushecken... Kombinieren... Planen...

Alles hängt davon ab!

Von den Flugplänen nämlich, die Sie uns helfen sollen, auszuhecken: die Einsätze der Düsenmaschinen und der Besatzungen, die Organisation am Boden, die Vorbereitung der Bordverpflegung... Und nicht zuletzt die Wirtschaftlichkeit des Flugbetriebs und damit der Erfolg unseres ganzen Unternehmens!

Ist das nicht ein «Challenge» für einen Kaufmann (KV), einen Mittelschul- oder Handelsschulabsolventen (wenn möglich mit Praxis)? Englisch und Französisch haben Sie gelernt, intelligent und selbständig sind Sie sowieso, das Weitere können Sie bei uns lernen.

Bitte setzen Sie sich mit uns in Verbindung.

Swissair, Personaldienst/PBB
8058 Zürich
Tel. (051) 83 56 11, intern 4071



Bei unserem Hauptsitz benötigen wir einen tüchtigen, fachlich gut ausgebildeten

Angestellten für die Hypothekarabteilung

dem wir verschiedene verantwortungsvolle Funktionen übertragen möchten.

Es handelt sich um eine interessante, vielseitige Tätigkeit, teilweise in enger Zusammenarbeit mit der Direktion. Entsprechend bietet dieser Posten bei Bewährung gute Aufstiegschancen.

Bewerber bitten wir um eine kurze schriftliche Anmeldung an unsere Personalabteilung 9001 St. Gallen oder um einen telefonischen Anruf (071/23 16 61) zwecks Festlegung eines Besprechungstermins.

ST. GALLISCHE KANTONALBANK

Als

wissenschaftlicher Mitarbeiter

im Alter von 30 bis 40 Jahren überlassen wir Ihnen die Beobachtung der wirtschaftlichen, insbesondere aber der wirtschaftspolitischen Entwicklung unseres Landes. Ferner verfassen Sie Referate gleichen, sozial- und staatspolitischen Inhalts.

Der Stelleninhaber hat nicht nur täglichen Kontakt mit dem Generaldirektor unseres grossen Dienstleistungsunternehmens, sondern wird ihm – anfänglich als Prokurist – auch direkt unterstellt werden. Bei Bewährung ist eine Beförderung in die Direktion vorgesehen.

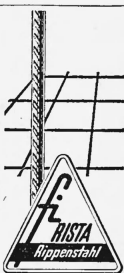
Senden Sie bitte Ihre Offerte mit den üblichen Unterlagen unter Chiffre D 910266 an Publicitas AG, 3001 Bern.

Les taux
de salaires
et heures
de travail fixés
dans des
conventions
collectives
de travail
1967 – 1969

Supplément No 90 de
«La Vie économique»

Cette étude, qui donne une vue d'ensemble du niveau et du mouvement des salaires, constitue une précieuse source de renseignements pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de la rémunération du travail. Le texte de l'ouvrage est rédigé dans les trois langues officielles.

Prix du volume:
23 fr. 50. Envoi contre paiement préalable au compte de chèques postaux 30-520.
«Follet officielle suisse du commerce», 3000 Berne. On voudrait bien mentionner la commande au verso du talon.

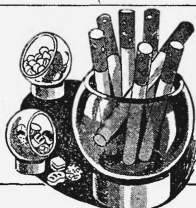


FISCHER & CO.
5734 REINACH

Verwaltungsangestellte

findet in meinem Notariat auf kommendes Frühjahr, oder schon früher, interessante Anstellung. Bewerberinnen, welche sich über gute Kenntnisse in ihrem Berufe ausweisen können, wollen ihre briefliche oder telefonische Anfrage richten an

Notar Max Roth, Bubenbergrasse 12,
3001 Bern, Telefon 031/22 56 51.



Das ist ein
Werbegeschenk
für Ihre Kunden!

Eine Party-Kugel

oder wünschen Sie andere Vorschläge? Wir sind das alleinige Schweizer-Mitglied der «International Gift Corporation» und haben daher Zutritt zum Werbegeschenkmarkt in 20 Ländern. Verlangen Sie unverbindliche Zustellung unserer internationalen Neuheiten oder besuchen Sie unsere permanente Ausstellung. ☐



Scheldwegstrasse 119
8038 Zürich 2
Telefon 051/45 57 97

Kreditschutz-Verband Burgdorf

Inkasso + Informationen
im In- und Ausland
Monatliche Auskunftskisten
3400 Burgdorf, Lyssachstrasse 23
Telefon 034/21 80



Hätten Sie Freude an einer vielseitigen, anspruchsvollen und selbständigen Tätigkeit bei den Fernmeldediensten der PTT-Betriebe?

Wir suchen jüngere, einsatzfreudige

kaufm. Mitarbeiter

denen wir, nach systematischer und gründlicher Ausbildung in unseren verschiedenen Dienstzweigen, einen gesicherten Arbeitsplatz mit guten Entwicklungsmöglichkeiten übertragen möchten.

Schweizer Bürger mit abgeschlossener kaufmännischer oder Verwaltungslehre oder Diplom einer staatlich anerkannten Handelsschule orientieren wir gerne über unsere fortschrittlichen Anstellungsbedingungen.

Der Chef des Personaldienstes freut sich auf Ihren Anruf oder auf Ihre kurze schriftliche Bewerbung. Telefon (041) 21 12 51 während der Bürozeit oder (041) 37 16 16 abends.

Kreistelephondirektion, 6000 Luzern

Wenn ein Reklamations- fehler zu organisato- rischen Verbesserungen führt, so ist das ein Verdienst dieses jungen Bankfachmannes

Überall wo gearbeitet wird, passieren Fehler. Fehler, die zu Reklamationen führen können. Ihre Aufgabe ist es nun, diesen Fehlerquellen nachzugehen, sie zu beheben und Vorschläge zu unterbreiten, wie sie sich in Zukunft vermeiden lassen. Diese Arbeit gibt Ihnen die Möglichkeit, wirklich ins Innerste einer Grossorganisation einzudringen und setzt Ihrer Initiative praktisch keine Grenzen. Kein Fehler gleicht dem andern – jede Ihrer Aktionen wird also anders sein.

Um für diese anspruchsvolle Tätigkeit gut gerüstet zu sein, sollen Sie eine kaufmännische Ausbildung haben und einige Jahre Praxis in einer Bank. Sie beherrschen Französisch und Englisch in Wort und Schrift und haben ein sicheres, taktvolles Auftreten.

Unser Kunde bietet Ihnen ein Tätigkeitsfeld, das man nicht alle Tage finden dürfte. Salär und Sozialleistungen entsprechen den hohen Anforderungen und selbstverständlich wird Ihnen die Unterschriftsberechtigung erteilt.

Bei einem ersten Rendez-vous teilen wir Ihnen gerne weitere Einzelheiten mit. Rufen Sie uns doch an, damit wir einen Termin vereinbaren können.

topwork

topwork AG für Stellenberatung
Personalauswahl und temporäre Arbeit
Seilergraben 53, 8023 Zürich
Telefon 051 32 31 43

Der

SHAB-LESERKREIS

ist kaufkräftig
Nutzen Sie diese Kaufkraft
Inserieren Sie!



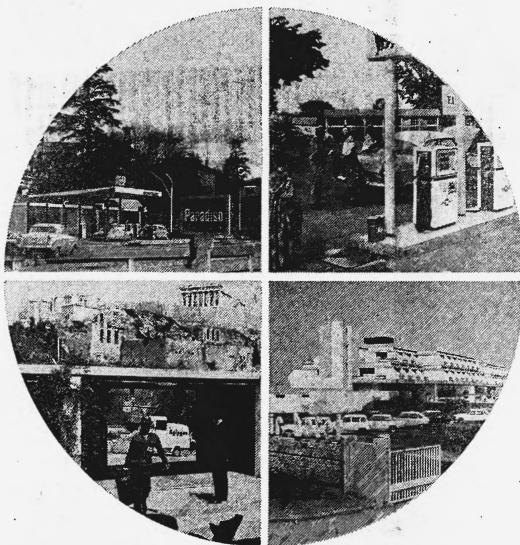
diese Finanzgesellschaft kontrolliert

Forschung, Transport, Verarbeitung und Verteilung von Erdöl und Erdölprodukten auf der ganzen Welt.

Hydrocarbons International Holding Co. Zürich

ist eine Finanz-Holding, die auf dem Erdölsektor arbeitet: Rohöl-Gewinnung, Raffinerien und Transport von Erdöl, Verteilung von Erdölprodukten, Projektierung und Montage von Anlagen der Erdöl-Verarbeitung und der petrochemischen Industrie. Der Name H.I.H. wird in der Schweiz mit grundlegenden Werken verbunden, wie Agip-Suisse-Verteilernetz, Rhein- und Rhone-Pipelines und der Raffinerie von Aigle. H.I.H. besitzt Beteiligungen an Erdölunternehmen in 30 Ländern, so in Oesterreich, Griechenland, Norwegen, Marokko, Äthiopien, Tansania und Elfenbeinküste. H.I.H. vertraut einer natürlichen und starken Energiequelle, dem Erdöl.

Paradiso:
Tankstelle des Verteilernetzes
Agip-Schweiz
(Gesellschaft der Gruppe H.I.H.)
Griechenland:
Hausgas-Verteilerdienst der
Agip-Hellas
(Gesellschaft der Gruppe H.I.H.)



Kampala (Uganda):
Tankstelle des Verteilernetzes
Agip-Uganda
(Gesellschaft der Gruppe H.I.H.)
Mohammedia (Marokko):
Agip-Motel Casablanca
(Gesellschaft der Gruppe H.I.H.)



die Energie ist unser Reichtum

H.I.H. Hydrocarbons International Holding Company, Zürich - Einbezahltes Aktienkapital: sFr. 150.000.000

SPN 2560

Industriegravuren
Kopierarbeiten
Prägedruck
GRAVUREN
KAIER
In Gassen 6, beim Paradeplatz, 8001 Zürich

INKASSO

In der ganzen Schweiz

Inkassobüro Confidentia GmbH
Neuleidstrasse 21, Bern, Tel. 24 10 12

Das

Prämiensparheft

Nr. 602 623

ausgestellt von der Migros Bank, Winterthur, mit einem Guthaben von Fr. 837.90 wird vermisst.

Allfällige Inhaber dieses Depositenheftes werden hiermit aufgefordert, dieses innert 6 Monaten von heute an gerechnet an den Schaltern der Migros Bank vorzuweisen, widrigenfalls dieses Depositenheft als kraftlos erklärt und an dessen Stelle ein neues ausgestellt würde.

Winterthur, 18. September 1970

Migros Bank

Zu verkaufen

Buchhaltungsmaschine

RUF INTRACONT 50

Mod. 1961/2, in gutem Zustand.

Tel. 091/4 26 51

Lohnsätze und Arbeitszeiten in Gesamtarbeitsverträgen

1967-1969

Sonderheft Nr. 80 zur «Volkswirtschaft»

(Publikation des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit)

Die Veröffentlichung enthält die Hauptergebnisse der bei den Berufsverbänden der Arbeitgeber und Arbeitnehmer jährlich im Herbst durchgeführten Erhebungen über die in zweiseitig korporativen Gesamtarbeitsverträgen festgelegten Lohnsätze und Arbeitszeiten. Sie erstreckt sich auf die Jahre 1967-1969 und umfasst mehr als 4000 Lohnpositionen aus allen Erwerbszweigen, gegliedert nach Arbeiterkategorien und dem örtlichen Geltungsbereich. Die Publikation ist eine vollständig überarbeitete und auf weitere Wirtschaftszweige ausgedehnte Neuauflage früherer Sonderhefte. Die neue Darstellung vermittelt einen umfassenden Überblick über den Stand und die Entwicklung der Tariflöhne und stellt für alle Kreise, die sich mit Lohnfragen befassen, ein wertvolles Orientierungsmittel dar. Die Publikation ist gemischtsprachig.

Der Preis des Heftes beträgt Fr. 23.50. Versand gegen Voreinzahlung auf Postcheckkonto 30-520, «Schweizerisches Handelsamtsblatt», 3000 Bern. Die Bestellung ist auf dem Abschnitt des Einzahlungsscheines anzubringen.

Société Internationale Pirelli SA, Basel

Dividendenzahlung

Durch Beschluss der ordentlichen Generalversammlung vom 6. Oktober 1970 ist die Dividende für das Geschäftsjahr 1969/70 auf Fr. 12.— brutto pro Aktie festgesetzt worden.

Die Auszahlung erfolgt vom 8. Oktober 1970 an unter Abzug von 30% Vorrrechnungssteuer mit Fr. 8.40 netto pro Aktie

gegen Einreichung von Coupon Nr. 10 bei folgenden Zahlstellen:

in der Schweiz:

Schweizerischer Bankverein in Basel sowie bei dessen sämtlichen Sitzen, Zweigniederlassungen und Agenturen Schweizerische Kreditanstalt in Zürich sowie bei deren sämtlichen Sitzen Zweigniederlassungen und Agenturen Herren A. Sarasin & Cie, in Basel

in Frankreich:

Herren Lazard Frères & Cie, in Paris Union Européenne Industrielle et Financière in Paris Crédit Lyonnais in Paris

Basel, den 6. Oktober 1970

Der Verwaltungsrat

Ventilator AG, Stäfa

Einladung zur 53. ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Donnerstag, den 22. Oktober 1970, vormittags 11.00 Uhr ins Restaurant «zur alten Kanzlei» in Greifensee ZH.

Traktanden:

1. Konstituierung.
2. Protokoll der 52. ordentlichen Generalversammlung vom 2. Oktober 1969.
3. Geschäftsbericht pro 1969/70 und Bericht der Kontrollstelle pro 1969/70.
4. Genehmigung des Rechnungsabschlusses per 30. Juni 1970 und der Gewinnverwendung.
5. Entlastung der Verwaltung.
6. Wahlen.
7. Kapitalerhöhung auf Fr. 1 500 000.—.
8. Statutenänderungen.
9. Umfrage.

Vom 9. Oktober 1970 an liegen am Sitz der Gesellschaft in Stäfa der Geschäftsbericht pro 1969/70, die Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 30. Juni 1970, der Bericht der Kontrollstelle sowie der Antrag bezüglich der Statutenänderungen zur Einsicht auf.

Der Verwaltungsrat